

Réunion du Conseil Communal du 15 décembre 2021

Ordre du jour :

1. Discussion et vote du projet de budget rectifié 2021 et du projet de budget prévisionnel 2022.
2. Adoption du règlement et du règlement-taxe relatif à la gestion des déchets.
3. Modification du règlement communal du 05.10.2016 fixant les critères d'attribution de l'allocation de vie chère.
4. Approbation d'un acte notarié.
5. Confirmation de règlements temporaires de circulation.
6. Divers.
7. Affaires de personnel :
 - a. Création d'un poste de salarié pour le service solidaire.
 - b. Création d'un poste de fonctionnaire communal pour le service technique.
 - c. Création de postes au sein de l'équipe de régie et de conciergerie.
8. Nominations et démissions au sein des commissions locales (ajout à l'ordre du jour).
9. Affaires de personnel (huis clos) :
 - a. Nominations aux postes vacants :
 - i. Fonctionnaire communal groupe A2 (service technique).
 - ii. Fonctionnaire communal groupe B1 (recette communale).
10. Décision dans le cadre d'une proposition d'acquisition immobilière (huis clos).

Présences :

Bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) ; Premier échevin Betty Welter-Gaul (LSAP) ; Second échevin Jean Claude Roob (LSAP).

Conseillers : Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) ; Martine Dieschburg-Nickels (DP) ; Victoria El Khoury (LSAP) ; Marc Fischer (DP) ; Laurent Glesener (DP) ; François Gleis (CSV) ; Léandre Kandel (DP) ; Paul Klensch (LSAP), Claire Remmy (déi Gréng). Absence excusée : Jean-Marie Durrer (CSV).

Secrétaire communal : Christian Muller

1 Discussion et vote du projet de budget rectifié 2021 et du projet de budget prévisionnel 2022.

Après la présentation du budget rectifié 2021 et du budget prévisionnel 2022 lors de la réunion du conseil communal du 8 décembre, les membres du Conseil sont maintenant appelés à en débattre avant le vote. Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) informe les conseillers que le budget a aussi été discuté au sein de la commission des finances et rappelle que le rapport a été envoyé aux conseillers.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) ouvre le débat en remerciant tout d'abord les personnes impliquées dans l'élaboration du budget. Elle estime que le budget 2022 contient un nombre important de points positifs, ce qui est aussi dû au travail de sa fraction, présente au conseil communal depuis maintenant 29 ans. Il y a toutefois un certain nombre d'aspects illustrant les lacunes politiques de la majorité. Sa fraction est ainsi d'avis que certaines taxes communales devraient être adaptées plus régulièrement. En exemple, elle cite la taxe pour les chiens ou les frais de parking, qui n'ont plus été adaptés depuis 2008. La taxe relative à la gestion des eaux usées n'a pas été adaptée depuis 2010. Bien que le principe du « pollueur payeur » ait été introduit au niveau de la législation nationale en 2012, il n'a toujours pas été implémenté dans la commune. Dans ce contexte, de nombreuses idées et propositions du parti déi Gréng formulées début 2021 n'ont d'ailleurs pas été prises en compte. Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) salue toutefois le fait que le collègue échevinal ait enfin annoncé la présentation d'un nouveau règlement relatif à la gestion des déchets, dont le vote est prévu aujourd'hui. Elle salue le fait que le principe du pollueur-payeur sera ainsi enfin introduit dans la commune.

Parmi les points positifs à relever dans le budget, Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) cite la stabilité des revenus de la commune. Elle rappelle que sa fraction avait critiqué les dépenses élevées pour des manifestations culturelles comme le « Stroossefestival » et l'exposition « 100 Joer Lëtzebuurger Konscht » durant la pandémie. Considérant le grand succès de ces manifestations, sa fraction a cependant changé d'avis puisqu'il s'est avéré que de telles manifestations sont très importantes du point de vue social. Les dépenses culturelles prévues au budget 2022 sont donc à saluer. Le même constat est à faire au sujet des dépenses en faveur du sport, notamment en ce qui concerne le nouveau terrain de football. La conseillère regrette cependant que le projet « Stroosse wibbelt » ait été supprimé. Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) est également satisfaite du fait que la commission des finances ait pu contribuer de façon satisfaisante à l'élaboration du nouveau budget. Elle exprime le souhait que ce soit le cas pour toutes les commissions consultatives à l'avenir.

La conseillère Claire Remmy (déi Gréng) salue le fait que le collègue échevinal ait repris un nombre important de projets à vocation écologique dans le nouveau budget. En exemple, elle cite le projet des « tiny houses », le soutien du « Klimateam », la participation au « Pacte Climat » et au « Pacte Nature », le rattachement au système « vél'OH », la voie cyclable dans la rue des Romains et l'installation de panneaux photovoltaïques. La conseillère estime

cependant que la commune pourrait encore mieux faire en améliorant son bilan énergétique, en réduisant ses émissions de dioxyde de carbone, en protégeant sa biodiversité ou en renforçant la mobilité douce. Elle estime que la protection de l'environnement ne devrait jamais donner lieu à des restrictions budgétaires et encourage le collège échevinal à continuer dans ce sens.

Claire Remmy (déi Gréng) applaudit également la politique sociale de la commune avec un office social performant, la création de logements sociaux et le soutien à des projets comme « Abricoeur », le « streetwork » pour jeunes, la participation à l'épicerie sociale ou l'augmentation des aides à la vie chère. La fraction déi Gréng tient à encourager le collège échevinal à créer davantage de logements à loyer abordable afin de pallier la crise du logement. Les initiatives de la commune pour les jeunes sont également à saluer comme notamment la création d'un centre pour jeunes, la création d'un service « jeunesse » et la construction d'une piste de skateboard. Elle estime que ces projets permettront à un plus grand nombre de jeunes de profiter d'un espace de rencontre et de développement, autre que le milieu scolaire ou la communication en ligne. La conseillère espère que la commission de la jeunesse pourra jouer son rôle dans la mise en œuvre de tous ces projets. Elle est d'avis que les commissions consultatives devraient en général être mieux impliquées dans les processus de décision, dans l'intérêt d'une démocratie participative. Elle plaide aussi pour une adaptation des jetons de présence des membres des commissions. La conseillère Claire Remmy (déi Gréng) conclut en assurant que sa fraction soutiendra le collège échevinal dans sa direction et annonce que sa fraction approuvera le budget.

Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) promet que l'adaptation des taxes mentionnées sera entreprise dès que possible. En ce qui concerne « Stroosse wibbelt », il explique que le projet n'est pas encore abandonné et qu'il pourrait être repris sous une autre forme. Il confirme que la collaboration avec la commission des finances a été excellente dans l'élaboration du budget. Il souligne aussi que le collège échevinal compte en effet mettre l'accent sur les projets écologiques et qu'il prend les défis du changement climatique très au sérieux. L'adaptation des jetons de présence n'est pas un problème car il estime également que le travail des commissions devrait être mieux valorisé.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) remercie d'abord toutes les personnes impliquées dans l'élaboration du budget. Elle estime que la présentation du budget offre la possibilité à l'opposition de faire un bilan et de présenter ses propres idées face aux priorités politiques du collège échevinal. Elle regrette que ni l'opposition, ni la commission des finances n'aient pu s'impliquer directement dans l'élaboration du budget et que leur rôle se borne le plus souvent à commenter des décisions déjà prises. Elle souligne que le Conseil de l'Europe veut promouvoir le concept du « open government » qui met fortement l'accent sur la participation citoyenne et la transparence. Ce principe est déjà appliqué par certaines communes au Luxembourg et en Europe et même dans des pays comme l'Ukraine. Malheureusement, le collège échevinal peine à appliquer de tels principes en ne concédant aucun droit de regard réel aux citoyens dans de telles décisions. Elle mentionne dans ce

contexte la démission récente de deux membres des commissions consultatives, frustrées de ne pas avoir eu d'influence réelle sur les processus décisionnels.

Martine Dieschburg-Nickels (DP) estime que la commune devra faire face à d'importants défis dans les années qui viennent. La crise sanitaire persiste, mais il y a aussi de réels défis au niveau de la gouvernance démocratique et de la participation citoyenne. La crise actuelle a aussi provoqué une crise sociétale et une baisse de confiance dans les institutions politiques. À cause de cela, les instances politiques communales sont appelées à montrer plus de transparence dans leurs décisions. Il est important que le citoyen ait l'impression que ses intérêts sont pris au sérieux. Une communication efficace et rapide joue un rôle prépondérant dans ce contexte. La conseillère estime dans ce contexte qu'une retransmission des réunions du conseil communal via streaming vidéo devrait être mise en place. Au vu de la composition linguistique de la commune, il serait également important d'offrir de telles informations dans différentes langues, dont au moins la langue française.

Aux yeux de Martine Dieschburg-Nickels (DP), la politique sociale joue également un rôle-clé. La commune a la responsabilité de veiller au bien-être des plus faibles dans la société, comme les personnes socialement défavorisées, les jeunes ou les personnes âgées. Le budget 2022 contient effectivement des éléments positifs en ce sens. La fraction DP prend cette responsabilité très au sérieux et c'est pour cette raison qu'elle pose systématiquement des questions à propos des décisions du collège échevinal. Le conseil communal a toujours la responsabilité de veiller aux dépenses de ses deniers publics. Elle estime que le collège échevinal doit aussi être capable d'admettre et de communiquer ses erreurs ou échecs, et de montrer ainsi une certaine grandeur politique.

Au niveau de la politique environnementale, sa fraction déplore le manque d'un fort engagement politique de la part du collège échevinal, à l'instar de sa politique sociale. La commune se borne à suivre les grandes lignes de la politique gouvernementale et elle tarde à transposer des concepts réclamés de longue date comme le principe du pollueur-payeur. Au vu de l'urgence de la crise climatique, sa fraction souhaite voir un engagement plus conséquent et une approche plus innovatrice de la part du collège échevinal. Elle est d'avis que la commune pourrait initier des projets innovants et spécifiques sans attendre l'initiative du gouvernement. Elle propose par exemple la création d'un parc photovoltaïque sur la décharge pour déchets inertes « An den Dielen » qui, à ses yeux, se prête bien à cela.

Martine Dieschburg-Nickels (DP) propose également une extension conséquente du réseau de pistes cyclables de la commune avec la possibilité d'un pont pour cyclistes et piétons au niveau de la route d'Arlon. Un tel projet constituerait à ses yeux une contribution à la vision d'un « poumon vert » pour le centre du village. Celui-ci a d'ailleurs déjà été proposé dans le passé. La sensibilisation aux sujets écologiques à l'école est également cruciale dans ce contexte. La commission des questions d'actualité du Conseil de l'Europe compte d'ailleurs publier prochainement un manuel destiné aux écoliers et visant à promouvoir les bonnes

pratiques en matière d'écologie. Elle estime que la commune doit se rattacher à cette initiative.

Le volume élevé de trafic routier, avec ses nuisances multiples, représente également un problème majeur dans la commune. Elle appelle le collège échevinal à ne pas céder à la résignation, à persister dans ses revendications face aux réticences de l'État et à exiger que des mesures contre le bruit ou contre les problèmes de circulation soient réalisées dans les meilleurs délais. Elle cite le Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies qui a récemment souligné qu'un environnement sûr, propre, sain et durablement géré est un droit humain fondamental et que la protection de ce droit fait partie d'une bonne gouvernance. Elle souligne l'importance de cette revendication, considérant que selon l'Organisation Mondiale de la Santé, 24 % des décès annuels au monde sont dus à la pollution et aux problèmes environnementaux.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) estime que le budget 2022 contient de nombreux points positifs. La fraction DP a cependant des doutes au sujet d'un certain nombre de mesures proposées ainsi qu'au sujet des dépenses prévues. Pour conclure, elle annonce que, pour toutes ces raisons, sa fraction ne pourra pas approuver le budget dans son entièreté, mais qu'elle prêtera par contre son support ponctuel aux mesures et aux projets qu'elle considère comme bien-fondés.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) se rattache entièrement aux positions de Martine Dieschburg-Nickels (DP). Il partage également les observations de la conseillère Claire Remy (déi Gréng) au sujet des taxes communales. Il rappelle que la fraction DP thématise ce problème depuis des années et estime qu'une solution doit être trouvée en impliquant aussi bien la commission des finances que les autres commissions consultatives. Il estime aussi que la commission des grands projets constitue un instrument précieux qui devrait être engagé de façon plus systématique. Il souligne également que sa fraction est toujours prête à soutenir les actions du collège échevinal dans la mesure où elle est persuadée de leur pertinence, et aussi longtemps que les principes de la démocratie participative seront respectés.

Laurent Glesener (DP) est également d'avis qu'une bonne gouvernance est essentielle pour faire face aux nombreux défis actuels. Dans ce contexte, la transparence administrative, le contrôle et le suivi des projets, ainsi que le respect du droit à l'information des élus et des citoyens sont d'une importance primordiale. Le conseiller regrette que certains objectifs du budget ne soient pas réalisables à court terme. Il salue le fait que la commune ait enfin lancé le projet des panneaux électroniques d'information qui correspond à une revendication de longue date de sa fraction. Il est regrettable que la réponse du collège échevinal à de telles revendications tarde souvent à se réaliser. En exemple, il cite le réaménagement de l'accès routier au complexe sportif de la rue de Reckenthal, longtemps retardé en dépit de son urgence. L'abstention de la fraction DP lors du vote relatif à la participation au « Pacte Nature » a été motivée par la conviction qu'il est préférable que la commune engage ses propres

moyens dans ce contexte au lieu d'uniquement répondre à une initiative étatique. Il estime que la commune est à même de créer son propre service environnement et qu'elle peut directement impliquer le « Klimateam » et les citoyens afin de réaliser des actions ciblées et adaptées aux problématiques locales. Une stratégie cohérente pour atteindre une neutralité carbone fait toujours défaut. Le conseiller Laurent Glesener (DP) estime que la commune devrait engager une partie de ses réserves dans ses propres projets écologiques au lieu de devoir payer des intérêts négatifs. Il remarque que la plupart des projets prévus dans le cadre des pactes nature et climat prendront du temps à se réaliser. Il estime que la commune devrait agir par ses propres moyens en attendant.

Le budget global présente un aspect équilibré, mais il faut voir que le faible endettement de la commune signifie aussi que de nombreux grands projets tardent à être réalisés. Il estime aussi qu'un concept urbanistique cohérent fait toujours défaut dans le projet « Stroossen 2030 » et que cela risque de retarder le réaménagement du centre du village. Pour conclure, il propose d'encore mieux informer les membres du conseil communal dans le cadre des commissions « grand projet », afin de faciliter leur travail.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) annonce qu'il entend focaliser son intervention sur des points concrets du budget. Il estime que la commune ne devrait plus engager des dépenses à hauteur de 50.000 euros annuels dans sa participation au réseau Wifi public « Hotcity » puisque cette offre est devenue largement redondante à cause du développement des réseaux de communication performants comme la 5G. Il estime aussi que la commune devrait réfléchir à reconstruire le chalet de scouts à un endroit plus adapté au lieu d'engager toujours plus d'argent dans des travaux de rénovation d'une utilité incertaine. Il critique aussi que 30.000 euros soient investis dans l'organisation d'une « kermesse à l'ancienne » qui ne s'avère finalement attractive que pour les enfants en très bas âge. Il estime qu'une vraie kermesse, avec des attractions pour toutes les tranches d'âge, serait préférable. Le conseiller est d'avis qu'il faut aussi remettre en question la participation à la centrale « Naturgas Kielen » et chercher une alternative puisque l'on peut craindre que cette centrale cesse ses activités dans un futur proche. Il aimerait aussi savoir si la commune devra encore une fois régler des frais pour les classes de neige à Steinach si le voyage doit être annulé en raison de la pandémie.

Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) explique que l'organisation des classes de neige est actuellement maintenue. Il faut attendre de voir comment la situation générale évolue. En ce qui concerne le réseau « Hotcity », le bourgmestre explique que ce réseau est actuellement toujours utilisé, mais que la commune est prête à prendre une décision en fonction de l'évolution de la situation. Nicolas Pundel (CSV) partage l'avis du conseiller quant au chalet des scouts, mais explique que les travaux récents étaient urgents. Il estime qu'un autre endroit pour le chalet pourra être trouvé à moyen terme. À propos de la « kermesse à l'ancienne », il estime que ce concept a été choisi en raison des problèmes que l'engagement de forains ordinaires avait posés dans le passé. Il confirme que la centrale «

Naturgas Kielen » risque effectivement de cesser ses activités à court terme et explique que la commune prend en considération un rattachement au « Minett Kompost ».

Au niveau des dépenses extraordinaires, le conseiller Léandre Kandel (DP) critique le projet de transformation de la maison « Feltgen » en centre pour jeunes. Il estime que les frais engagés dans la rénovation sont importants et qu'il manque un véritable concept. Il est d'avis que la construction d'une nouvelle structure ferait plus de sens et qu'un tel projet pourrait offrir un espace pour réaliser d'autres projets, comme une nouvelle pharmacie ou un café. Il remarque aussi qu'un projet concret pour le terrain « Tëschel » fait toujours défaut et que la commune devrait enfin agir pour faire avancer les choses.

Le bourgmestre défend le projet du centre pour jeunes, mais donne raison au conseiller en ce qui concerne la nécessité de réaménager les abords de la maison. Le retard du développement du terrain « Tëschel » est dû aux difficultés de l'entreprise Hein, touchée par la crise sanitaire. La commune n'a par ailleurs aucun moyen pour faire pression. Il faut donc attendre l'évolution de la situation. La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) estime que la plupart des problèmes mentionnés sont aussi dus à un manque de concept dans la planification à long terme.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) aimerait savoir à quel endroit le projet des « tiny houses » sera réalisé. Le bourgmestre explique que, dans un premier temps, le projet sera réalisé sur une parcelle libre au « Pescher ». Une autre piste serait de placer les « tiny houses » sur des parcelles privées non construites sur base d'une location temporaire. Il souligne que de telles structures peuvent facilement être déplacées, ce qui facilite les choses.

Léandre Kandel (DP) critique également les dépenses à hauteur de 700.000 euros prévues pour les nouvelles toilettes publiques. Ces dépenses sont exorbitantes à ses yeux. Le bourgmestre explique que de telles structures sont nécessaires à proximité des structures sportives comme le beach-volley ou le terrain multisports. Le coût relativement élevé est acceptable parce que ces toilettes assez sophistiquées correspondent bien aux besoins de la commune. Le même modèle de toilettes est d'ailleurs actuellement utilisé par la Ville de Luxembourg. Le conseiller Léandre Kandel (DP) critique également le coût élevé du jardin scolaire. Le bourgmestre explique que ce coût comprend l'aménagement du terrain entier en respectant un concept pédagogique, ce qui justifie le prix.

Léandre Kandel (DP) finit son intervention en mentionnant un nombre de points positifs dans le budget. Il salue le projet du nouveau CIPA, l'installation des panneaux photovoltaïques et l'achat de véhicules électriques. Il est également satisfait de voir que la commune investit dans l'immobilier, ce qui est judicieux au vu des intérêts négatifs sur les réserves financières. Il suggère également l'implantation d'un nouveau café comme point de rencontre, ainsi que la création d'un espace de coworking pour soutenir les jeunes entrepreneurs.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) se rattache à ces suggestions et estime que de tels projets représentent une bonne utilisation des terrains qui sont actuellement inoccupés. Elle demande également des détails à propos de la piste de skateboard puisque le budget est assez élevé. Le bourgmestre explique que la piste sera construite en béton, ce qui explique le prix. La conseillère demande aussi quand les subventions relatives au hall de karaté et à la rénovation du hall omnisports seront versées à la commune. Le bourgmestre explique qu'il faudra attendre que le décompte soit fait pour les deux projets. La conseillère estime que la commune aurait pu émettre des factures intermédiaires et se faire rembourser par étapes.

Sur demande du conseiller Laurent Glesener (DP), le bourgmestre confirme que la piste de skateboard sera construite à proximité du beach-volley. Laurent Glesener (DP) remarque également que les dépenses pour la mise en conformité des bâtiments communaux semblent assez élevées, avec 600.000 euros au budget 2022. Il aimerait savoir quand la mise en conformité sera achevée. Les membres du collège échevinal expliquent que la mise en conformité n'est pratiquement jamais achevée, puisque les réglementations changent en permanence et que des problèmes isolés et imprévisibles se présentent toujours.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) remarque que le budget prévoit des dépenses pour l'élaboration d'un concept de mobilité douce et d'un concept de mobilité. Elle aimerait savoir où en sont ces projets. Le bourgmestre explique que le « Klimateam » a déjà identifié les points à améliorer sur le réseau cyclable de la commune. Il y a aussi eu une prise de contact avec le « Klimabündnis » qui serait intéressé par une collaboration avec les communes pour développer un concept de chemin scolaire sécurisé. Il faut néanmoins attendre pour voir dans quelle mesure ces plans se concrétiseront.

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) salue le fait que les investissements de la commune dans les activités culturelles et sociales soient restés à un niveau élevé en dépit de la pandémie. Les échos très positifs suite à des manifestations comme le « Stroossefestival » ont démontré l'importance de telles manifestations, surtout après une période difficile de confinement et de distanciation sociale. Elle salue le fait que la commune compte continuer dans ce sens en 2022, avec un budget confortable de 820.800 euros pour les manifestations culturelles et les fêtes publiques. Elle applaudit également les excellents résultats obtenus au niveau du volet intégration et vie sociale. Victoria El Khoury (LSAP) mentionne qu'après une mise en place rapide et efficace, le succès du réseau social « Hoplr » a largement dépassé les espérances. Le recours à un service de médiation de voisinage et le soutien de la commune au projet d'intégration sociale « PINSS » sont également exemplaires à ses yeux. Victoria El Khoury (LSAP) salue aussi le projet de création d'une maison solidaire qui sera un espace de vie où l'on réapprend à travailler tout en tissant des liens sociaux. Elle précise qu'il s'agit là d'un véritable tiers-lieu permettant de promouvoir l'intégration et le vivre-ensemble. D'ailleurs, la conseillère Victoria El Khoury (LSAP) rappelle que le thème des tiers-lieux a été le sujet phare de la 7ème édition du Groupe d'Échange et de Soutien en matière d'Intégration au niveau Local (GRESIL) qui s'est déroulée le 17 novembre 2021. La conseillère

salue également l'adoption par le collège échevinal de sa proposition qui consiste à mettre en place un service d'écrivain public nécessaire dans une commune cosmopolite comme Strassen.

Dans le volet « inclusion et protection sociale », Victoria El Khoury (LSAP) salue l'allocation d'un budget conséquent de 200.000 euros pour améliorer le fonctionnement du CIGL, de 50.000 euros pour la mise en place d'un plan communal handicap et d'un plan communal senior et de 100.000 euros pour le projet de construction d'un nouveau CIPA. La conseillère estime que les 500.000 euros prévus pour la réalisation du projet « tiny houses » sont également justifiables puisqu'il s'agit d'un concept écologique adapté à la croissance démographique de Strassen. Victoria El Khoury (LSAP) salue également l'intention du collège échevinal de mettre en place un nouveau règlement-taxe sur les déchets respectant le principe du pollueur-payeur. Elle est également reconnaissante au collège échevinal d'avoir facilité le travail du « Klimateam » dans la réalisation de projets comme le « repair café » et le vide-grenier. Elle précise que le « Klimateam », dont elle est membre, prévoit également des ateliers de « upcycling » pour l'année 2022.

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) invite le collège échevinal à revoir à la baisse les dépenses prévues pour la mise en place de nouvelles toilettes publiques. Bien que le besoin de telles infrastructures soit indiscutable, elle est d'avis que le budget proposé de 700.000 est exorbitant. Elle est confiante dans le fait qu'une alternative plus raisonnable puisse être trouvée. Victoria El Khoury (LSAP) précise que le budget 2022 montre la volonté du collège échevinal de suivre les recommandations du gouvernement en maintenant les investissements à un niveau relativement élevé. Ceci se manifeste entre autres par l'acquisition de terrains bâtis et non bâtis dans la commune, ainsi que par des investissements considérables dans les infrastructures sportives. Pour conclure, Victoria El Khoury (LSAP) tient à remercier toutes les personnes impliquées dans l'élaboration du budget 2022 qui lui paraît satisfaisant.

Le bourgmestre estime que la commune a effectivement accompli beaucoup en matière d'intégration. C'est notamment dû à l'excellent travail de toutes les personnes impliquées dans ces projets. Il souligne aussi que le succès de nombreux projets, comme le système CFL Flex ou le réseau « Hoplr », est en partie dû au fait que la commune a renforcé la communication avec les citoyens de façon conséquente. Le même constat est à faire en ce qui concerne le projet d'écrivain public, la médiation de voisinage et le projet « Super senior ». Tout cela illustre l'importance d'une bonne communication qui a d'ailleurs souvent fait défaut par le passé. Il souligne aussi la valeur de l'office social dans la communication avec une population difficilement joignable. Nicolas Pundel (CSV) concède également que les dépenses en matières culturelles étaient certes élevées, mais il estime que l'impact et la qualité des événements justifient largement ces dépenses. Il concède que le coût des toilettes publiques peut sembler élevé, mais estime aussi que de telles infrastructures sont difficiles à gérer. Il n'est donc pas judicieux de faire des économies, sous peine de devoir remplacer le matériel après peu de temps. Nicolas Pundel (CSV) souligne aussi que le «

Klimateam » fait un excellent travail, permettant ainsi à la commune de réaliser une multitude de projets innovants au niveau national.

Le conseiller Paul Klensch (LSAP) estime que la commune de Strassen est effectivement une commune très cosmopolite qui se développe fortement, notamment grâce à une politique ambitieuse. Cela l'oblige à s'adapter en permanence, notamment à cause de la croissance démographique. Un exemple en est le nouveau règlement-taxe sur les déchets qui permet à la commune de réduire son volume de déchets en introduisant des éléments de la gestion durable. Un autre domaine impacté par la croissance est l'approvisionnement en eau potable ainsi que le traitement des eaux usées. Dans ce domaine aussi, la commune engage des moyens importants pour faire face aux défis à venir. Le conseiller est également d'avis que la commune mène une politique budgétaire à caractère résolument social en essayant de conserver la qualité de vie de ses habitants et en créant des écoles, des logements abordables et des infrastructures de sport et de loisir. Considérant que la population de Strassen est passée de 7.000 habitants à plus de 10.000 habitants en une décennie, toutes ces mesures sont urgentes. La croissance importante montre que la commune est très populaire comme lieu de résidence, mais aussi que les habitants sont contents d'habiter dans une commune où la qualité de vie est élevée. Il y a toutefois aussi des effets négatifs, comme la hausse des prix de l'immobilier, les problèmes de circulation, la pollution et les nuisances sonores.

Paul Klensch (LSAP) estime que le budget 2022 aidera à protéger et aussi à améliorer la qualité de vie des habitants et à relever les défis futurs dans des domaines comme le logement, la mobilité, l'éducation, l'accompagnement des jeunes et des enfants, la protection du climat ainsi que le développement durable et social. La commune se trouve actuellement dans une situation financière équilibrée, ce qui permet des investissements pour réaliser de nouveaux projets dans l'avenir.

Le conseiller Paul Klensch (LSAP) estime que la commune doit également jouer un rôle exemplaire dans les domaines de l'écologie et du développement durable. La majorité LSAP/CSV au conseil communal s'engage à mener une politique environnementale au profit des générations futures, par exemple en initiant les écoliers à la nature et en les sensibilisant aux défis écologiques ou en mettant en œuvre une politique énergétique et de mobilité répondant à des principes durables. Cela se constate notamment dans la création de pistes cyclables, le développement de la mobilité douce, l'adoption de véhicules électriques ou la promotion des transports en commun. La majorité soutient aussi le développement d'une démocratie participative en offrant aux citoyens de nouveaux outils de communication et de participation. La commune assure aussi un support conséquent au sport en développant les infrastructures sportives, mais aussi en offrant une multitude de cours et en supportant les associations sportives. Il estime dans ce contexte que le sport n'est pas seulement un moyen d'améliorer sa santé, mais qu'il remplit aussi des fonctions importantes sociales et d'intégration.

Paul Klensch (LSAP) remarque que la dette par habitant continue de baisser, passant de 1.000 euros par habitant en 2019 à moins de 600 euros en 2021. La commune est ainsi à même d'investir ses réserves dans la création de nouvelles infrastructures. En raison de la croissance démographique, celles-ci atteignent actuellement un niveau impressionnant, avec un volume d'investissement estimé à 120 millions d'euros à l'horizon 2030. Le projet « Stroossen 2030 » constitue la pièce maîtresse de ces investissements, avec la création d'un nouveau centre du village, la construction d'un nouveau CIPA, l'extension des infrastructures scolaires, la création d'une maison solidaire, la construction d'un parc de skateboard, la création d'un cimetière forestier, la construction d'une nouvelle morgue et l'installation de nouvelles toilettes publiques. La commune joue aussi un rôle de précurseur en matière de création de logements. L'acquisition de terrains supplémentaires permet ainsi de combattre la crise du logement en permettant de réaliser des logements sociaux et à loyer modéré, des « tiny houses », et des appartements en colocation.

Les dépenses culturelles se situent également à un niveau élevé. Paul Klensch (LSAP) estime que la culture peut jouer un rôle clé dans le maintien de la cohésion sociale dans la commune. La biennale d'art contemporain, le « Stroossefestival » ou la fête de la musique jouent un rôle important dans ce contexte. L'offre culturelle du centre culturel Paul Barblé et de la galerie « A Spiren » est également développée de façon conséquente. Le conseiller conclut en soulignant que la politique budgétaire de la commune doit toujours se faire dans l'esprit d'un renforcement de la cohésion sociale.

Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) est également d'avis que Strassen jouit d'une grande attractivité. La commune a toujours essayé d'adapter ses infrastructures à sa croissance afin de conserver son attractivité.

Le conseiller François Gleis (CSV) remercie tout d'abord les personnes impliquées dans l'élaboration du budget. Il estime que la situation financière de la commune est effectivement bonne, avec un niveau de recettes élevé et des réserves suffisantes, permettant ainsi de mener une politique dans l'intérêt des citoyens. En dépit de la pandémie, la commune a réussi ces deux dernières années à maintenir une offre culturelle attractive, avec des événements de haut niveau comme l'exposition « 100 Joer Lëtzebuerger Konscht », permettant ainsi aux habitants de maintenir une vie sociale active et variée. Le conseiller se réjouit également du nombre important d'activités pour personnes âgées qui ont pu se dérouler pendant cette période.

Contrairement à l'opposition, François Gleis (CSV) est d'avis que la transformation de la maison « Feltgen » en centre pour jeunes est urgente, car la Maison des Jeunes actuelle n'est plus adaptée à cette utilisation. Il se réjouit aussi du fait que l'office social de la commune puisse apporter une aide précieuse aux habitants, aide qui ne consiste pas uniquement en aides financières, mais aussi en une multitude d'autres services. Il estime que la future maison solidaire dans la maison « Kohnen » apportera encore une amélioration à ce niveau. Il salue également le fait que la commune ait substantiellement augmenté ses

aides à la vie chère en ces temps de crise. En matière de politique sociale, le renforcement du CIGL, les contributions au fonds pour l'emploi et la création de logements en colocation sont également à saluer. François Gleis (CSV) estime aussi que le futur cimetière forestier et la nouvelle morgue sont importants car ils tiennent compte du nombre croissant d'enterrements civils.

Le conseiller est aussi d'avis que les dépenses élevées pour les nouvelles toilettes publiques sont justifiées car l'expérience a montré que les toilettes mal conçues peuvent créer des problèmes importants. Il salue particulièrement le projet de construction d'un nouveau CIPA, car celui-ci répond à une demande croissante qui n'est actuellement pas satisfaite par les structures existantes. Il estime également que ce projet doit être réalisé aussi rapidement que possible. François Gleis (CSV) salue également la construction d'un nouveau complexe sportif avec terrain de football. C'est important en raison de la forte croissance de la population et du haut niveau de l'équipe locale.

L'acquisition de terrains en vue de la création de logements est également à saluer. Les prix élevés de l'immobilier rendent nécessaire le développement de concepts tels que le bail à emphytéose, puisqu'il devient de plus en plus difficile, même pour les ménages disposant d'un revenu normal, d'acquérir un logement. François Gleis (CSV) partage l'opinion du conseiller Léandre Kandel (DP) en ce qui concerne le chalet de scouts. Il estime que la construction d'un nouveau chalet serait largement préférable à une rénovation du chalet existant.

Le conseiller estime aussi que la mobilité représente l'un des domaines qui posent le plus de problèmes dans la commune. Il rappelle que plus de 1.500 habitants de la commune ont signé la pétition exigeant des mesures concrètes contre les problèmes liés au trafic excessif dans la commune. La route d'Arlon est une zone problématique depuis longtemps, mais les solutions à ce problème font toujours défaut. Le projet du pôle multimodal près du « Bâtiself » proposé par l'État n'offre pas de solution à ces problèmes, mais risque au contraire d'en créer de nouveaux. Il fait un appel aux membres du conseil communal pour qu'ils s'engagent auprès de leurs partis politiques afin de faire pression sur le gouvernement à ce sujet, en sachant que les élections législatives de 2023 approchent.

Pour conclure, François Gleis (CSV) annonce qu'il ne voit aucun problème à approuver le budget 2022, considérant la bonne situation financière de la commune. Il estime qu'il s'agit d'un budget équilibré reposant sur une vision à long terme.

Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) remercie tous les conseillers pour leurs interventions respectives. Il constate qu'il existe un large consensus au conseil communal au niveau de la politique culturelle et sociale. Il estime aussi que les membres du conseil communal sont préoccupés par les effets de la croissance, tout en soulignant qu'il s'agit d'un domaine où il est pertinemment difficile de réaliser des prédictions précises. Il partage entièrement les frustrations des conseillers à propos des problèmes de mobilité, et déclare que le collège échevinal continuera résolument à chercher des solutions dans ce domaine. Sur demande de

la conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP), le bourgmestre indique que le prochain plan pluriannuel financier sera présenté en février.

Le budget rectifié 2021 est approuvé majoritairement avec 9 voix contre 4.

Le budget prévisionnel 2022 est approuvé majoritairement avec 9 voix contre 4.

2 Adoption du règlement et du règlement-taxé relatif à la gestion des déchets.

Le conseil communal est appelé à approuver un nouveau règlement relatif à la gestion des déchets ainsi que le règlement-taxé correspondant. Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) rappelle que le nouveau règlement a été longuement discuté au sein de diverses commissions avant d'être approuvé par le ministère. Il explique que le règlement sera en principe en vigueur à partir de janvier 2022, mais qu'il faudra attendre l'acquisition de nouveau matériel, dont des camions. Comme la facturation sera semestrielle, la mise en vigueur réelle est planifiée pour le 1er juillet 2022.

Nicolas Pundel (CSV) explique que la taxe est composée d'une part fixe de 100 euros par an, calculée par ménage ou par entité (entreprise) et non pas par immeuble. Cette part sert à financer le fonctionnement général du service d'hygiène communal. Il y a aussi une taxe de base dépendant du volume de la poubelle. Cette taxe couvre le nombre standard de 26 vidanges par année. Il est possible de mettre en réserve les vidanges en cas de vacances afin de préserver son contingent de vidanges. Une taxe variable supplémentaire est prévue pour les vidanges supplémentaires, au-delà du contingent normal de 26 vidanges. La taxe variable dépend également du poids des déchets, selon le principe du pollueur-payeur. Celle-ci se chiffre à 0,45 euros par kilogramme de déchets. Par adresse de facturation, une seule poubelle pourra bénéficier de la taxe de base pour 26 vidanges par an. Les vidanges supplémentaires seront facturées sur base du tarif variable.

Pour des quantités dépassant occasionnellement le volume de la poubelle choisie, des sacs-poubelles de 100 litres seront disponibles contre paiement d'une taxe de 5 euros. L'enlèvement de déchets encombrants sera facturé à 20 euros par tranche de 50 kilogrammes entière ou entamée. Il y a aussi une taxe pour l'enlèvement d'appareils électriques, à raison de 25 euros par appareil. La taxe d'acquisition unique pour les poubelles grises (déchets ménagers), vertes (déchets organiques), bleues (papier et carton) et jaunes (verre) varie entre 35 euros et 800 euros selon le volume.

En cas de déménagement, les taxes seront facturées au prorata du temps de résidence dans la commune. L'obligation de raccordement incombe aux ménages, mais aussi aux entreprises, associations et autres institutions qui produisent des déchets en raison de leur activité.

Le bourgmestre remarque que le texte présenté contient encore quelques petites erreurs matérielles, qui seront corrigées. Il propose aussi de voter un règlement supplémentaire

pour les ménages comportant des enfants en bas âge, qui produisent un volume de déchets démesuré en raison des couches pour bébé. L'idée est de proposer à ces ménages deux rouleaux de sacs-poubelle gratuits pendant les deux premières années.

La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) voudrait savoir comment les copropriétés seront informées des changements au niveau des poubelles dotées d'une puce électronique. Le bourgmestre explique que cela sera fait par la commune.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) aimerait savoir si une simulation a été faite pour voir comment le nouveau règlement impactera les dépenses et revenus de la commune et les prix pour les usagers. Le bourgmestre confirme que les tarifs ont effectivement été établis sur base d'un tel calcul. La conseillère remarque qu'en se basant sur les dépenses dans le budget, il y a actuellement 2.492 poubelles grises primaires et 375 poubelles supplémentaires. En considérant ce nombre de poubelles avec en moyenne 20 kilogrammes de déchets par poubelle de 80 litres et avec 26 enlèvements, elle a calculé que les revenus annuels de la commune s'élèvent à près de 1.005.000 euros. Elle est d'avis qu'il s'agit d'une somme très élevée par rapport aux dépenses de la commune pour l'élimination, considérant en plus que ce calcul se base sur la moitié des 40 kilos prévus et qu'il exclut les conteneurs. Le bourgmestre explique que le calcul se base sur le volume réel de déchets générés actuellement, et non pas sur un volume théorique basé sur le nombre et la taille des poubelles. Il remarque aussi que ce mode de calcul a été expliqué lors de la présentation devant la commission « grand projet ». Martine Dieschburg-Nickels (DP) craint que ce nouveau mode de calcul n'entraîne une considérable hausse des coûts pour les ménages. Le bourgmestre estime que le but du nouveau règlement est d'inciter les personnes à mieux trier leurs déchets. Le tri est d'ailleurs toujours gratuit. Il est d'avis que les frais encourus par les ménages restent faibles si les bonnes pratiques en matière de tri sont respectées. Martine Dieschburg-Nickels (DP) aimerait avoir les chiffres à la base de ces calculs. Le bourgmestre promet de mettre ces statistiques à disposition du Conseil.

Le conseiller Léandre Kandel (DP) craint que le nouveau mode de calcul n'entraîne un doublement des frais pour certains ménages. Il estime aussi que c'est problématique pour les entreprises. Il a calculé, sur base des frais de sa propre entreprise, que ceux-ci passeront de 192 à 580 euros. Le bourgmestre confirme que les frais risquent d'augmenter dans certains cas, mais souligne que le règlement-taxe n'a plus été adapté depuis longtemps. Il remarque aussi qu'il est évident que l'introduction du principe du pollueur-payeur entraîne une hausse des frais si le comportement des ménages et entreprises reste inchangé. C'est d'ailleurs précisément l'idée derrière ce principe. Nicolas Pundel (CSV) déclare qu'un bilan sera fait en fin d'année afin de voir comment le comportement des usagers a changé. Il souligne aussi que la commune ne fait aucun bénéfice sur la gestion des déchets.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) suggère d'organiser une réunion d'information pour expliquer le concept et préparer les usagers aux nouvelles dispositions. Le bourgmestre explique que, de toute façon, le contingent de 26 passages est valide pour la

demi-année à partir du 1er juillet 2022. Les usagers auront donc largement le temps d'adapter leurs habitudes.

Le conseiller Marc Fischer (DP) estime que la réduction et la prévention des déchets représente un concept-clé du nouveau règlement. Il est d'avis qu'une bonne campagne d'information sur la manière d'éviter les déchets est dès lors cruciale. Il estime que la commune pourrait aussi introduire un système encourageant une réduction progressive du volume de déchets. Il regrette dans ce contexte que le règlement n'ait plus été adapté depuis 2014, car le principe du pollueur-payeur a déjà été discuté à cette époque. Il pense que si la réforme avait été entreprise plus tôt, il y aurait eu la possibilité de mieux éduquer les usagers sur la manière d'éviter les déchets, tout en introduisant progressivement le nouveau mode de calcul. Cela aurait évité une hausse brutale des frais en une seule fois.

Le conseiller Laurent Glesener (DP) propose de sensibiliser les usagers pendant la première moitié de l'année, en leur fournissant une simulation des frais à venir avec leur facture actuelle. Il estime aussi qu'il faudrait faire une campagne sur les possibilités offertes par le système « Valorlux ». Sur demande du conseiller, le bourgmestre confirme que la taxe fixe de 100 euros est redevable par ménage ou par entreprise, indépendamment du nombre de personnes concernées. Il confirme également que cette somme est calculée sur base des frais globaux du service d'hygiène. Nicolas Pundel (CSV) indique également qu'une campagne d'information est prévue, avec des dépliants expliquant exactement comment faire le tri et éviter les déchets. Il estime que l'augmentation des frais restera tolérable pour les usagers qui respecteront ces bonnes pratiques.

Sur demande du conseiller Léandre Kandel (DP), le bourgmestre confirme que tout ménage est redevable de la taxe fixe de 100 euros, même s'il ne possède pas sa propre poubelle. C'est évident dans le cas des résidences qui utilisent un conteneur en copropriété.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) est d'avis que la proposition de Laurent Glesener (DP) à propos de la simulation rattachée à la facture devrait être mise en pratique. Elle estime également qu'il faut rappeler aux usagers la manière dont les différentes poubelles peuvent être utilisées, puisqu'il y a toujours de la confusion à ce sujet. Le bourgmestre ne voit pas d'obstacle à cela. Il explique aussi qu'un groupe de travail du « Klimateam » suivra l'évolution du volume de déchets et l'impact du nouveau règlement-taxe.

La conseillère Claire Remmy (déi Gréng) explique qu'au niveau des couches pour bébés, il existe des entreprises à l'étranger qui proposent un service de nettoyage pour couches réutilisables. Elle est d'avis que la commune devrait aussi informer les usagers sur cette possibilité, à partir du moment où la possibilité existe au Luxembourg. Le bourgmestre explique qu'un tel service existe aussi au Luxembourg. Il est d'accord pour informer les usagers à ce propos.

Le conseiller François Gleis (CSV) est également d'avis que la sensibilisation et l'information des usagers sont cruciales. Par ailleurs, il pense que la multitude de changements à venir au niveau de différentes taxes constituera un fardeau pour beaucoup de ménages. Le bourgmestre estime que c'est exact, notamment en ce qui concerne les coûts énergétiques. Il explique que l'État compte augmenter prochainement les aides aux ménages à faible revenu pour cette raison.

Le conseiller Marc Fischer (DP) rappelle encore une fois que le fait que les taxes n'aient pas été adaptées pendant longtemps constitue un problème réel, car l'adaptation entraîne maintenant une hausse brutale. Il fait appel au collège échevinal pour revoir régulièrement les taxes afin d'éviter de tels problèmes à l'avenir.

Le conseiller Paul Klensch (LSAP) remarque que dans les copropriétés, le nombre d'enlèvements dépend de la gestion des conteneurs. Il aimerait savoir comment cela sera réglé. Le bourgmestre explique que c'est aux copropriétés de décider cela et que la commune ne s'impliquera pas dans la gestion interne des copropriétés. Paul Klensch (LSAP) estime qu'il faudra dès lors informer les habitants des copropriétés en détail sur la nouvelle méthode de taxation, afin de leur permettre de comprendre comment ces frais se répercutent sur leurs charges.

Sur demande de la conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP), le bourgmestre confirme que les conditions applicables sont exactement les mêmes pour les copropriétés que pour les autres ménages, y compris la possibilité d'avoir des poubelles spéciales pour déchets autres que les déchets ménagers.

Pour conclure, le conseiller Paul Klensch (LSAP) salue le fait que la commune introduise enfin le principe de la taxation par poids et non par volume, puisqu'il s'agit de la méthode la plus équitable.

Le nouveau règlement relatif à la gestion des déchets est approuvé unanimement.

Le nouveau règlement-taxe relatif à la gestion des déchets est approuvé unanimement.

3 Modification du règlement communal du 05.10.2016 fixant les critères d'attribution de l'allocation de vie chère.

L'échevin Betty Welter-Gaul (LSAP) explique que l'État a doublé son aide à la vie chère en 2020. Une personne seule avec un revenu maximal de 2.329 euros a alors eu droit à 2.640 euros de la part de l'État et à 600 euros de la part de la commune. En 2021, l'État a encore augmenté son aide de 10 % par rapport au montant de 2019. Une personne seule avec un revenu maximal de 2.329 euros a alors eu droit à une aide de 1.452 euros au lieu de 1.320 euros.

Sur proposition de la présidente de la commission sociale et du 3e âge Josée Majerus, le collègue échevinal a dès lors décidé d'augmenter la part de la commune de 25 à 30 % du montant de l'aide étatique. Betty Welter-Gaul (LSAP) estime que cette décision s'imposait au vu de l'augmentation des prix de l'énergie et de l'eau potable. En guise de comparaison, elle indique que la part communale s'élève à 30 % à Bertrange, à 35 % à Steinfort. L'article de budget correspondant a été augmenté à 100.000 euros. En 2018, la commune a reçu 81 demandes pour cette aide, dont 80 ont été accordées. En 2019, il y a eu 83 demandes, dont 80 demandes éligibles. En 2020, 104 demandes sur 106 ont été accordées.

Le bourgmestre ajoute que la comparaison entre communes est difficile en cette matière car les aides communales diffèrent beaucoup. Le niveau global des aides à Strassen est relativement élevé. Betty Welter-Gaul (LSAP) ajoute dans ce contexte que Strassen accorde également une aide au loyer qui n'existe pas dans toutes les communes.

La conseillère Maryse Bestgen-Martin (déli Gréng) salue l'augmentation de l'aide, considérant la hausse générale des prix. Il est particulièrement important de soutenir les personnes seules.

Le conseiller François Gleis (CSV) salue également l'augmentation. Il est d'avis que la commune devrait informer les habitants ne fréquentant pas l'office social sur la possibilité d'obtenir une telle aide. Le bourgmestre estime qu'une communication pourra être faite dans le journal communal.

La modification du règlement communal fixant les critères d'attribution de l'allocation de vie chère est approuvée unanimement.

4 Approbation d'un acte notarié

Une cessation gratuite avec la société Stugalux a été approuvée.

5 Confirmation de règlements temporaires de circulation.

Le Conseil est appelé à approuver plusieurs règlements temporaires de circulation concernant des chantiers dans la cité Pescher, la rue des Romains et la rue du Bois.

Les règlements temporaires de circulation sont approuvés unanimement.

6 Divers.

L'échevin Betty Welter-Gaul (LSAP) fournit un certain nombre d'informations sur l'utilisation de l'épicerie sociale suite à la demande du conseiller Marc Ficher (DP) lors de la réunion du conseil communal du 8 décembre 2021. Pendant les 11 derniers mois, 61 ménages de

Strassen ont visité l'épicerie sociale à Steinfort. Cela correspond à 105 adultes et 40 mineurs. Parmi ces clients, neuf ménages n'ont pas profité de l'offre de façon régulière ou ont entièrement arrêté d'utiliser l'épicerie à un certain moment. Cela serait dû en partie à des déménagements, mais aussi à une amélioration de leur situation financière. Aucun des bénéficiaires ne s'est plaint de la nécessité de devoir se déplacer jusqu'à Steinfort.

Betty Welter-Gaul (LSAP) souligne que l'avantage du concept de l'épicerie sociale actuelle est que la structure est gérée par trois offices sociaux et que les frais fixes sont répartis entre eux. Elle estime que ces frais seraient beaucoup plus importants si Strassen décidait de mettre en place sa propre structure. L'échevin explique aussi que la gestion de l'épicerie sociale par la Croix Rouge et la Caritas est excellente, et que la structure a même été reconnue au niveau international. Elle explique que la structure participe aussi à un projet du Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis (FEAD) qui consiste à fournir gratuitement aux clients un certain nombre de produits de base. Tous les mois, une famille monoparentale avec deux enfants a ainsi droit à 12 litres de lait, 1,5 kilos de pâtes, 1 kilo de riz, 1 kilo d'huile de tournesol, 1 kilo de sucre, trois fois 120 grammes de thon, 1 litre d'huile d'olive, deux tubes de dentifrice, deux flacons de gel douche, deux flacons de shampoing, 3 paquets de six rouleaux de papier toilette ainsi qu'une boîte de masques chirurgicaux. Betty Welter-Gaul (LSAP) estime qu'il s'agit là d'une quantité importante de denrées gratuites qui est plus que suffisante dans la plupart des cas.

L'échevin rappelle que la décision de participer à cette structure est initialement due au fait que la commune de Steinfort disposait à cette époque d'un local approprié. Il est cependant vrai que ce local se trouve actuellement dans un mauvais état. Pour cette raison, le collègue échevinal a décidé d'entamer des discussions avec les offices sociaux et les communes impliqués afin de voir si l'épicerie sociale pourrait éventuellement déménager dans le nouveau local de la commune au numéro 38 de la route d'Arlon. Ces pourparlers en sont cependant au premier stade et il faut attendre la suite.

Le conseiller Marc Fischer (DP) remercie le collègue échevinal pour ces informations. Il est cependant toujours d'avis que ce n'est pas idéal d'avoir une telle structure dans une commune voisine. Betty Welter-Gaul (LSAP) estime que l'accès depuis Strassen est relativement aisé par rapport à d'autres communes. Elle souligne encore une fois qu'aucun client ne s'est plaint à cause du déplacement. Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) estime que Strassen cherchera une solution alternative à partir du moment où la gestion actuelle ne sera plus satisfaisante. Il souligne qu'il faudra dans tous les cas chercher une collaboration avec d'autres communes, puisque Strassen à elle seule n'a pas une masse critique de clients justifiant de disposer d'une telle structure.

Sur demande du conseiller Marc Fischer (DP), Betty Welter-Gaul (LSAP) indique que, en moyenne, les clients visitent l'épicerie sociale entre 4 et 5 fois par mois.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) rappelle qu'à la présentation du projet, un encadrement des clients avec des offres comme des cours de cuisine avait été promis. Elle

aimerait savoir si cela a été mis en pratique. Betty Welter-Gaul (LSAP) explique que l'épicerie dispose effectivement d'une cuisine professionnelle pour cela, mais que cette offre n'a jamais eu le succès escompté.

Le conseiller Marc Fischer (DP) déclare avoir remarqué que l'éclairage du tableau d'affichage communal (« Reider ») est insuffisant. Le bourgmestre estime qu'un tableau d'affichage électronique pourra bientôt remplacer l'ancien tableau. Marc Fischer (DP) remarque aussi que les réunions du conseil communal ne sont presque plus couvertes par la presse. Le bourgmestre le confirme, mais estime que la commune n'a aucune influence sur les décisions rédactionnelles des médias. Il regrette par ailleurs que, de façon générale, la presse s'intéresse de moins en moins aux nouvelles locales.

La conseillère Martine Dieschburg-Nickels (DP) rappelle que lors de la dernière réunion du conseil communal, le collège échevinal avait plaidé pour que les membres du conseil n'utilisent pas le réseau « Hoplr » comme plateforme politique. Elle a cependant remarqué que plusieurs membres du conseil communal s'identifient avec leur nom et leur fonction politique. Elle estime par ailleurs qu'une telle plateforme se politise toujours d'elle-même. Elle aimerait savoir quelle approche est favorisée par le collège échevinal dans ce contexte. Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) souligne qu'il ne répond jamais à des questions sur « Hoplr » en tant que bourgmestre. Il est toujours d'avis que les membres du conseil restent politiquement neutres sur ce réseau. Si des questions politiques sont posées, la réponse doit être formulée au nom de la commune. Martine Dieschburg-Nickels (DP) propose que, dans ce cas, les membres du conseil s'identifient seulement sous leur nom, en laissant de côté toute fonction politique. Le collège échevinal est d'accord avec cette proposition.

La conseillère Claire Remmy (déi Gréng) confirme également qu'elle a été contactée en tant que conseillère. La conseillère Victoria El Khoury (LSAP) est d'avis que les membres du conseil communal peuvent parfaitement s'identifier avec leur fonction politique sur Hoplr. Ceci ne va pas à l'encontre des règles d'utilisation de la plateforme. Par contre, c'est la promotion d'un parti politique qui n'est pas tolérée sur Hoplr. Elle est d'avis qu'il faut répondre aux questions des utilisateurs et justement rapprocher les citoyens de leur administration. C'est d'ailleurs un des objectifs de la plateforme. Le bourgmestre répète que, à titre personnel, il n'a pas l'intention de communiquer en tant que bourgmestre sur la plateforme.

Le conseiller Paul Klensch (LSAP) remarque qu'il n'y a aucun problème si un membre du conseil communal ajoute une fonction ou un mandat politique dans sa biographie personnelle du réseau « Hoplr ». Il se rallie à la décision du collège échevinal.

7 Affaires de personnel :

a) Création d'un poste de salarié pour le service solidaire.

Le bourgmestre Nicolas Pundel (CSV) explique que la commune compte créer un poste de salarié pour les projets solidaires, notamment dans le cadre de la future maison solidaire. Cette tâche ne peut pas être assurée par l'office social, puisque les missions sont complètement différentes.

Le conseiller François Gleis (CSV) aimerait savoir quel profil est exigé pour ce poste. Le bourgmestre explique que la commune a déjà identifié une personne ayant de l'expérience dans les projets solidaires, sans toutefois être un assistant social. Le conseiller Marc Fischer (DP) estime qu'il est préférable d'accompagner les créations de poste d'une description de poste. Il annonce que, pour cette raison, il s'abstiendra du vote dans tous les cas. Le bourgmestre prend note de cette remarque.

La création de poste est approuvée majoritairement avec une abstention.

b) Création d'un poste de fonctionnaire communal pour le service technique.

Le bourgmestre explique que le service technique a besoin d'un collaborateur en support des ingénieurs. Il s'est avéré qu'un employé de la carrière C1, initialement prévu pour ce rôle, n'avait finalement pas le bon profil. La commune propose donc de créer un poste dans la carrière B1 pour remplir cette mission.

La création de poste est approuvée majoritairement avec une abstention.

c) Création de postes au sein de l'équipe de régie et de conciergerie.

Le bourgmestre explique qu'il manque plusieurs personnes dans l'organigramme des équipes de régie et du service technique. Les disponibilités concernent des postes dans les équipes du service des eaux, du service jardinage, du service d'hygiène, du service bâtiment, un poste de concierge et deux postes au service de nettoyage.

Les créations de ces postes sont approuvées majoritairement avec une abstention.

8 Nominations et démissions au sein des commissions locales (ajout à l'ordre du jour).

Afin de compléter les commissions locales, le collège échevinal propose au conseil communal de procéder aux votes suivants :

- Démission de Liz Biever de son poste de membre de la commission de l'égalité des chances.
- Démission de Anna Daraio de son poste de membre de la commission de la mobilité.

- Nomination de Anna Daraio au poste de membre de la commission des sports et associations locales.
- Nomination de Myriam Wagner au poste de membre de la commission des sports et associations locales.
- Démission de Tun Gierenz de son poste de président de la commission de la jeunesse.
- Nomination de Claire Remmy au poste de présidente de la commission de la jeunesse.
- Nomination de Victoria El Khoury au poste de membre de la commission sociale et du 3e âge.

Toutes les démissions et nominations au sein des commissions locales sont approuvées unanimement.

9 Affaires de personnel (huis clos) :

a) Nominations aux postes vacants :

Fonctionnaire communal groupe A2 (service technique).

Fonctionnaire communal groupe B1 (recette communale).

10 Décision dans le cadre d'une proposition d'acquisition immobilière (huis clos).

Sitzung des Gemeinderates vom 15. Dezember 2021

Tagesordnung:

1. Diskussion und Abstimmung über den Entwurf des Berichtigungshaushalts 2021 und über den Haushaltsvorentwurf für 2022
2. Genehmigung des Reglements und der Gebührenordnung für die Abfallentsorgung
3. Änderung des kommunalen Reglements vom 05.10.2016 zur Festlegung der Kriterien für die Zuteilung der Teuerungszulage
4. Genehmigung einer notariellen Urkunde
5. Bestätigung von befristeten Verkehrsreglements
6. Verschiedenes
7. Personalangelegenheiten:
 - a. Schaffung einer Angestelltenstelle („poste de salarié“) für den solidarischen Dienst
 - b. Schaffung einer kommunalen Beamtenstelle für den technischen Dienst
 - c. Schaffung von Stellen im Team Gebäudebewirtschaftung und Hausmeisterdienste
8. Ernennungen und Rücktritte in den lokalen Kommissionen (neuer Punkt auf der Tagesordnung)
9. Personalangelegenheiten (unter Ausschluss der Öffentlichkeit):
 - a. Ernennungen für freie Stellen:
 - i. Kommunale Beamtenstelle Gruppe A2 (technischer Dienst)
 - ii. Kommunale Beamtenstelle Gruppe B1 (Gemeindekasse)
10. Entscheidung im Rahmen eines Vorschlags für den Erwerb einer Immobilie (unter Ausschluss der Öffentlichkeit)

Anwesend:

Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV); Erster Schöffe Betty Welter-Gaul (LSAP); Zweiter Schöffe Jean Claude Roob (LSAP).

Mitglieder des Gemeinderates: Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng); Martine Dieschburg-Nickels (DP); Victoria El Khoury (LSAP); Marc Fischer (DP); Laurent Glesener (DP); François Gleis (CSV); Léandre Kandel (DP); Paul Klensch (LSAP); Claire Remmy (déi Gréng).

Entschuldigte Abwesenheit: Jean-Marie Durrer (CSV).

Gemeindesekretär: Christian Muller

1 Diskussion und Abstimmung über den Entwurf des Berichtigungshaushalts 2021 und über den Haushaltsvorentwurf für 2022.

Nach der Präsentation des Berichtigungshaushalts für 2021 und des Haushaltsentwurfs für 2022 bei der Gemeinderatssitzung vom 8. Dezember sind die Gemeinderatsmitglieder nun aufgefordert, vor der Abstimmung hierüber zu diskutieren. Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) informiert die Gemeinderatsmitglieder darüber, dass der Haushaltsentwurf ebenfalls in der Finanzkommission behandelt wurde, und erinnert daran, dass der Bericht den Gemeinderatsmitgliedern übermittelt wurde.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) eröffnet die Aussprache und dankt zunächst allen, die an der Ausarbeitung des Haushalts beteiligt waren. Sie ist der Ansicht, dass der Haushalt für 2022 eine wesentliche Anzahl positiver Punkte enthält, was auch der Arbeit ihrer Fraktion, die seit 29 Jahren im Gemeinderat vertreten ist, geschuldet ist. Jedoch gibt es eine gewisse Reihe von Aspekten, die die politischen Versäumnisse der Mehrheit illustrieren. So ist ihre Fraktion der Ansicht, dass bestimmte kommunale Abgaben regelmäßiger angepasst werden müssten. Als Beispiel erwähnt sie die Hundesteuer oder die Parkgebühren, die seit 2008 nicht mehr angepasst wurden. Die Gebühr für die Abwasserbewirtschaftung wurde seit 2010 nicht mehr angepasst. Auch wenn das "Verursacherprinzip" 2012 auf Ebene der nationalen Gesetzgebung eingeführt wurde, ist es immer noch nicht in der Gemeinde umgesetzt worden. Zahlreiche Ideen und Vorschläge diesbezüglich, die von der Partei déi Gréng Anfang 2021 formuliert wurden, sind im Übrigen nicht berücksichtigt worden. Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) begrüßt jedoch, dass das Schöffnenkollegium endlich angekündigt hat, ein neues Reglements zur Abfallbewirtschaftung vorzulegen, über das heute abgestimmt werden soll. Sie begrüßt es, dass das Verursacherprinzip somit endlich in der Gemeinde eingeführt wird.

Zu den positiven Aspekten des Haushalts gehört nach Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) die Stabilität bei den Gemeindeeinnahmen. Sie ruft in Erinnerung, dass ihre Fraktion die erhöhten Ausgaben für Kulturveranstaltungen wie das "Stroossefestival" und die Ausstellung "100 Joer Lëtzebuenger Konscht" während der Pandemie kritisiert hatte. In Anbetracht des großen Erfolgs dieser Veranstaltungen hat ihre Fraktion mittlerweile ihren Standpunkt geändert, da sich gezeigt hat, dass derartige Ereignisse aus sozialer Sicht sehr wichtig sind. Die für den Haushalt 2022 vorgesehenen Kulturausgaben sind daher zu begrüßen. Dasselbe gilt für die Ausgaben zugunsten des Sports, insbesondere in Bezug auf den neuen Fußballplatz. Das Gemeinderatsmitglied bedauert allerdings, dass das Projekt "Stroosse wibbelt" gestrichen wurde. Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) freut sich ebenfalls darüber, dass die Finanzkommission in befriedigender Weise in die Ausarbeitung des neuen Haushalts eingebunden wurde. Sie äußert den Wunsch, dass dies künftig bei allen beratenden Kommissionen der Fall sein wird.

Gemeinderatsmitglied Claire Remmy (déi Gréng) begrüßt es, dass das Schöffnenkollegium im neuen Haushalt eine erhebliche Anzahl von ökologischen Projekten aufgegriffen hat. Als

Beispiel erwähnt sie das "Tiny Houses" Projekt, die Unterstützung des „Klimateams“, die Teilnahme am "Klimapakt" und am „Naturpakt“, die Anbindung an das System "vé'OH", den Fahrradweg in der Rue des Romains und die Installation von Photovoltaik-Modulen. Das Gemeinderatsmitglied ist jedoch der Ansicht, dass die Gemeinde noch mehr für die Verbesserung ihrer Klimabilanz tun könnte, indem sie ihre CO₂-Emissionen reduziert, ihre Biodiversität schützt oder indem sie die sanfte Mobilität stärkt. Sie meint, dass der Umweltschutz nie von Budgetkürzungen betroffen sein darf und fordert das Schöffenkollegium auf, in diese Richtung weiterzuarbeiten.

Claire Remmy (déi Gréng) lobt auch die Sozialpolitik der Gemeinde mit einem leistungsstarken Sozialamt, der Schaffung von Sozialwohnungen und der Unterstützung von Projekten wie "Abricoeur", dem "Streetwork" für junge Menschen, der Beteiligung am sozialen Lebensmittelgeschäft oder die Anhebung der Teuerungszulage. Die Fraktion déi Gréng ermutigt das Schöffenkollegium, mehr Wohnraum zu erschwinglichen Mieten zu schaffen, um die Wohnungskrise abzufedern. Die Initiativen der Gemeinde für die Jugend sind ebenfalls zu begrüßen, insbesondere die Einrichtung eines Jugendzentrums, die Schaffung eines "Jugenddienstes" und der Bau einer Skaterbahn. Sie ist der Meinung, dass durch diese Projekte eine größere Zahl von Jugendlichen Orte der Begegnung und Entwicklung findet, die über das schulische Umfeld oder die Kommunikation im Internet hinausgehen. Das Mitglied des Gemeinderates hofft, dass die Jugendkommission ihrer Rolle bei der Umsetzung all dieser Projekte gerecht wird. Sie ist der Ansicht, dass die beratenden Kommissionen, im Interesse einer partizipativen Demokratie, allgemein besser in die Entscheidungsprozesse eingebunden werden sollten. Sie plädiert auch für eine Anpassung der Sitzungsgelder der Kommissionsmitglieder. Das Gemeinderatsmitglied Claire Remmy (déi Gréng) versichert abschließend, dass ihre Fraktion das Schöffenkollegium in seiner Ausrichtung unterstützen wird, und kündigt an, dass ihre Fraktion den Haushalt genehmigen wird.

Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) verspricht, dass die Anpassung der erwähnten Gebühren so bald wie möglich vorgenommen wird. Was "Stroosse wibbelt" betrifft, so erklärt er, dass das Projekt noch nicht fallengelassen wurde, und dass es in anderer Form wieder aufgenommen werden könnte. Er bestätigt, dass die Zusammenarbeit mit der Finanzkommission bei der Ausarbeitung des Haushalts hervorragend war. Er betont auch, dass das Schöffenkollegium beabsichtigt, den Schwerpunkt auf ökologische Projekte zu legen, und dass er die Herausforderungen des Klimawandels sehr ernst nimmt. Die Anpassung der Sitzungsgelder sei kein Problem, da er ebenfalls der Ansicht ist, dass die Arbeit der Kommissionen stärker gewürdigt werden sollte.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) dankt zunächst allen, die an der Ausarbeitung des Haushalts mitgewirkt haben. Sie ist der Meinung, dass die Vorlage des Haushalts der Opposition die Möglichkeit gibt, Bilanz zu ziehen und in Verbindung mit den politischen Prioritäten des Schöffenkollegiums ihre eigenen Ideen zu präsentieren. Sie bedauert, dass weder die Opposition noch die Finanzkommission sich direkt an der

Ausarbeitung des Haushalts beteiligen konnten, und dass ihre Rolle sehr oft auf das Kommentieren bereits getroffener Entscheidungen begrenzt war. Sie betont, dass der Europarat das Konzept "Open Government" befürwortet, welches ein starkes Gewicht auf die Teilhabe der Bürger und auf Transparenz legt. Dieser Grundsatz wird bereits von einigen Gemeinden in Luxemburg und in Europa und sogar in Ländern wie der Ukraine angewendet. Leider tut sich das Schöffenkollégium bei der Anwendung solcher Prinzipien schwer, da Bürgern bei derlei Entscheidungen keinerlei echtes Mitspracherecht eingeräumt wird. Sie erwähnt in diesem Zusammenhang, dass kürzlich zwei Mitgliedern von beratenden Kommissionen zurückgetreten sind, aus Frust darüber, keinen wirklichen Einfluss auf den Entscheidungsprozess zu haben.

Martine Dieschburg-Nickels (DP) meint, dass die Gemeinde sich in den kommenden Jahren wichtigen Herausforderungen stellen muss. Die Gesundheitskrise dauert an, aber es gibt auch reelle Herausforderungen in Bezug auf demokratische Regierungsführung und Bürgerbeteiligung. Die aktuelle Krise hat auch eine gesellschaftliche Krise hervorgerufen und das Vertrauen in die politischen Institutionen nimmt ab. Deshalb sind die politischen Instanzen auf kommunaler Ebene aufgerufen, ihre Entscheidungen transparenter zu gestalten. Es ist wichtig, dass der Bürger den Eindruck hat, dass seine Interessen ernst genommen werden. Eine effiziente und schnelle Kommunikation ist hierbei von besonderer Bedeutung. Deshalb findet das Gemeinderatsmitglied, dass eine Übertragung der Gemeinderatssitzungen per Video-Streaming angeboten werden sollte. Mit Blick auf die sprachliche Zusammensetzung der Gemeinde wäre es ebenfalls wichtig, derartige Informationen in verschiedenen Sprachen anzubieten - zumindest auf Französisch.

Martine Dieschburg-Nickels (DP) ist der Meinung, dass auch der Sozialpolitik eine Schlüsselrolle zukommt. Die Gemeinde steht in der Verantwortung, dass dem Wohl der Schwächsten in der Gesellschaft – wie den sozial Benachteiligten, den Jugendlichen oder den Senioren – Rechnung getragen wird. Der Haushalt 2022 enthält diesbezüglich in der Tat positive Elemente. Die DP Fraktion nimmt ihre Verantwortung sehr ernst, und stellt deshalb auch systematisch Fragen in Bezug auf die Entscheidungen des Schöffenkollégiums. Der Gemeinderat trägt stets die Verantwortung, über die öffentlichen Ausgaben zu wachen. Sie ist der Meinung, dass das Schöffenkollégium auch in der Lage sein sollte, seine Fehler oder Niederlagen einzugestehen und zu kommunizieren und damit eine gewisse politische Größe unter Beweis zu stellen.

Im Bereich Umweltpolitik bemängelt ihre Fraktion das Fehlen eines starken politischen Engagements seitens des Schöffenkollégiums, so wie im Bereich Sozialpolitik. Die Gemeinde beschränkt sich darauf, den großen Linien der Regierungspolitik zu folgen, und sie zögert, schon lange geforderte Konzepte wie das Verursacherprinzip umzusetzen. Angesichts der Dringlichkeit der Klimakrise wünscht ihre Fraktion ein konsequenteres Engagement und eine innovativere Herangehensweise seitens des Schöffenkollégiums. Sie ist der Ansicht, dass die Gemeinde bei innovativen und spezifischen Projekten aktiv werden könnte, ohne Initiativen der Regierung abzuwarten. Sie schlägt zum Beispiel vor, auf der Deponie für Inertabfälle "An

den Dielen“ einen Solarpark einzurichten, da dieser Ort ihrer Ansicht nach dafür geeignet wäre.

Martine Dieschburg-Nickels (DP) schlägt außerdem eine konsequente Erweiterung des kommunalen Radwegnetzes vor, mit der Möglichkeit, eine Brücke für Fahrradfahrer und Fußgänger auf Höhe der Route d’Arlon vorzusehen. Ein solches Projekt würde zur Vision einer “grünen Lunge“ für die Dorfmitte beitragen und wurde im Übrigen auch schon in der Vergangenheit vorgeschlagen. Die Sensibilisierung für Umweltthemen in der Schule ist in diesem Kontext ebenfalls von entscheidender Bedeutung. Der Ausschuss für aktuelle Angelegenheiten des Europarates beabsichtigt, demnächst ein Handbuch für Schüler herauszubringen, dessen Ziel es ist, gute Umweltpraktiken zu fördern. Sie ist der Ansicht, dass sich die Gemeinde dieser Initiative anschließen sollte.

Der massive Straßenverkehr mit seinen vielfältigen Belastungen stellt ebenfalls ein schwerwiegendes Problem für die Gemeinde dar. Sie fordert das Schöffenkollegium auf, nicht zu resignieren, sondern standhaft bei seinen Forderungen zu bleiben angesichts der zögerlichen Haltung von staatlicher Seite und zu verlangen, dass Lärmschutzmaßnahmen und Maßnahmen gegen die Verkehrsprobleme so rasch wie möglich in Angriff genommen werden. Sie zitiert den Menschenrechtsrat der Vereinten Nationen, der jüngst betonte, dass eine sichere, saubere, gesunde und nachhaltig verwaltete Umwelt ein Grundrecht ist, und dass der Schutz dieser Rechte Teil einer guten Governance ist. Sie hebt die Bedeutung dieser Forderungen hervor, auch in Anbetracht der Tatsache, dass laut Weltgesundheitsorganisation 24 % der jährlichen Todesfälle weltweit auf Umweltverschmutzung und -probleme zurückzuführen sind.

Nach Meinung von Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) weist der Haushalt für 2022 zahlreiche positive Aspekte auf. Die Fraktion DP hegt allerdings Zweifel bezüglich einiger der vorgeschlagenen Maßnahmen und auch was die vorgesehenen Ausgaben angeht. Abschließend kündigt sie an, dass ihre Fraktion aus den genannten Gründen den Haushalt in seiner Gesamtheit nicht genehmigen kann, dass sie aber einzelne Maßnahmen und Projekte unterstützen werde, die sie für sinnvoll hält.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) schließt sich den Positionen von Martine Dieschburg-Nickels (DP) vollkommen an. Gleiches gilt für die Bemerkungen von Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déli Gréng) in Bezug auf die kommunalen Gebühren. Er erinnert daran, dass die DP-Fraktion seit Jahren auf dieses Problem hinweist, und ist der Ansicht, dass eine Lösung gefunden werden muss, bei der sowohl die Finanzkommission als auch die anderen beratenden Kommissionen einbezogen werden. Seiner Meinung nach ist auch die Kommission für Großprojekte ein wertvolles Instrument, das systematischer zum Einsatz kommen sollte. Auch betont er, dass seine Fraktion immer bereit ist, die Maßnahmen des Schöffenkollegiums zu unterstützen, sofern sie davon überzeugt ist, dass diese sinnvoll sind und solange die Grundsätze der partizipatorischen Demokratie respektiert werden.

Laurent Glesener (DP) vertritt ebenfalls die Auffassung, dass eine gute Governance für die Bewältigung der zahlreichen Herausforderungen der heutigen Zeit grundsätzlich wichtig ist. Transparenz in der Verwaltung, Kontrolle und Begleitung der Projekte sowie das Recht der gewählten Vertreter und Bürger auf Informationen sind in diesem Zusammenhang von zentraler Bedeutung. Das Gemeinderatsmitglied bedauert, dass gewisse Zielvorgaben des Haushalts sich nicht kurzfristig umsetzen lassen. Er begrüßt, dass das von seiner Fraktion seit langem geforderte Projekt der elektronischen Informationstafeln jetzt endlich von der Gemeinde umgesetzt wird. Es sei bedauerlich, dass die Reaktion des Schöffenkollégiums auf derartig Forderungen häufig lange auf sich warten lasse. Als Beispiel erwähnt er die Sanierung des Zufahrtsweges zum Sportkomplex in der Rue de Reckenthal, die trotz ihrer Dringlichkeit lange hinausgezögert wurde.

Die Enthaltung der DP Fraktion bei der Abstimmung über die Teilnahme am “Naturpakt” gründet in der Überzeugung, dass es besser sei, wenn die Gemeinde hier ihre eigenen Mittel einsetzt, statt lediglich auf eine staatliche Initiative zu reagieren. Er meint, dass die Gemeinde in der Lage ist, ein eigenes Umweltreferat zu gründen und das “Klimateam” sowie die Bürger direkt einbinden kann, um zielgerichtete und an die lokale Problematik angepasste Maßnahmen durchzuführen. Es fehle immer noch eine kohärente Strategie für die Erreichung der Klimaneutralität. Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) findet, dass die Gemeinde einen Teil ihrer Rücklagen für eigene Umweltprojekte einsetzen sollte, anstatt Negativzinsen zu zahlen. Er merkt an, dass der Großteil der Projekte im Rahmen des Natur- und Klimapakts nur in einem längeren Zeitraum umgesetzt werden können und findet, dass die Gemeinde in der Zwischenzeit aus eigenem Antrieb handeln sollte.

Der Gesamthaushalt wirkt ausgeglichen, doch muss berücksichtigt werden, dass die geringe Verschuldung der Gemeinde auch bedeutet, dass die Umsetzung zahlreicher großer Projekte verzögert wird. Er vertritt auch den Standpunkt, dass beim Projekt “Stroossen 2030” immer noch ein kohärentes städtebauliches Konzept fehlt, und dass somit das Risiko einer Verzögerung bei der Neugestaltung der Dorfmitte besteht. Abschließend schlägt er vor, die Mitglieder des Gemeinderates noch besser in den Kommissionen für “Großprojekte” zu informieren, um ihnen so ihre Arbeit zu erleichtern.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) kündigt an, dass er sich in seinem Beitrag auf konkrete Punkte des Haushalts konzentrieren wird. Er ist der Meinung, dass die Gemeinde nicht länger jährliche Ausgaben in Höhe von 50.000 Euro auf die Teilnahme am öffentlichen WLAN-Netzwerk “Hotcity” aufwenden sollte, da dieses Angebot aufgrund der Entwicklung von leistungsstarken Kommunikationssystemen wie 5G weitestgehend überflüssig geworden ist. Er meint auch, dass die Gemeinde darüber nachdenken sollte, die Pfadfinderhütte an einem besser geeigneten Ort zu errichten, anstatt immer mehr Geld für Renovierungsarbeiten einzusetzen, deren Nutzen fraglich ist. Er kritisiert auch dass 30.000 Euro für das Ausrichten einer “Kirmes wie früher” aufgewendet werden, die nur für Kleinkinder wirklich interessant ist. Seiner Ansicht nach wäre eine richtige Kirmes mit Attraktionen für alle Altersgruppen vorzuziehen. Das Gemeinderatsmitglied ist der

Auffassung, dass auch die Beteiligung an der Zentrale "Naturgas Kielen" überdacht werden und eine Alternative gefunden werden sollte, denn es stehe zu befürchten, dass diese Zentrale in naher Zukunft ihren Betrieb einstellen werde. Er erkundigt sich auch, ob die Gemeinde noch einmal die Ausgaben für winterliche Klassenfahrten nach Steinach begleichen muss, falls die Reise pandemiebedingt annulliert werden muss.

Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) erklärt, dass man zum jetzigen Zeitpunkt daran festhält, die „classes de neige“, also die winterlichen Klassenfahrten, zu organisieren. Man muss abwarten, wie sich die Gesamtsituation entwickelt. Was das "Hotcity"-Netz betrifft, so erläutert der Bürgermeister, dass das Netzwerk gegenwärtig immer noch genutzt wird, dass die Gemeinde aber bereit ist, eine Entscheidung zu treffen, je nachdem, wie sich die Lage entwickelt. Nicolas Pundel (CSV) teilt den Standpunkt des Gemeinderatsmitglieds bezüglich der Pfadfinderhütte, erklärt aber, dass die jüngsten Arbeiten dringend gewesen seien. Seiner Ansicht nach kann mittelfristig ein anderer Standort für die Hütte gefunden werden. Hinsichtlich der "Kermesse à l'ancienne", der „Kirmes wie früher“ ist seine Einschätzung, dass man sich in der Vergangenheit für dieses Konzept entschieden hat, weil es Probleme gab, geeignete Schausteller zu finden. Er bestätigt, dass das Risiko besteht, dass die Zentrale "Naturgas Kielen" kurzfristig den Betrieb einstellt und erklärt, dass die Gemeinde eine Anknüpfung an den "Minett Kompost" erwägt.

Bei den außerordentlichen Ausgaben kritisiert Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) das Umbauprojekt des Hauses "Feltgen" in ein Jugendzentrum. Er meint, dass die für die Renovierung anfallenden Kosten beträchtlich sind, und es an einem Gesamtkonzept fehlt. Er ist der Ansicht, dass der Neubau mehr Sinn machen würde, und dass ein solches Projekt Raum für andere Projekte wie z.B. eine neue Apotheke oder ein Café bieten würde. Er merkt ebenfalls an, dass ein konkreter Plan für das Grundstück "Täschel" weiterhin fehlt, und dass die Gemeinde endlich tätig werden sollte, um die Sache voranzubringen.

Der Bürgermeister verteidigt das Projekt für das Jugendzentrum, aber gibt dem Gemeinderatsmitglied Recht, was die Notwendigkeit einer Umgestaltung der Umgebung des Hauses angeht. Die Verzögerung beim "Täschel"-Grundstück sind auf die Schwierigkeiten der Firma Hein zurückzuführen, die unter der sanitären Krise zu leiden hat. Die Gemeinde verfügt im Übrigen über keinerlei Druckmittel. Man muss also abwarten, wie sich die Lage weiterentwickelt. Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) meint, dass ein Großteil der erwähnten Probleme auch darauf zurückzuführen ist, dass es kein Konzept für die langfristige Planung gibt.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) erkundigt sich, wo das Projekt der "Tiny Houses" umgesetzt werden wird. Der Bürgermeister erklärt, dass das Projekt zunächst einmal auf einer freien Parzelle im "Pescher" realisiert wird. Eine weitere Möglichkeit wäre es, die "Tiny Houses" mittels einer befristeten Vermietung auf private, noch unbebaute Grundstücke aufzustellen. Er betont, dass derartige Bauwerke leicht versetzt werden können, was die Sache vereinfacht.

Léandre Kandel (DP) kritisiert ebenfalls die für die neuen öffentlichen Toiletten vorgesehenen Ausgaben in Höhe von 700.000 Euro. Seiner Ansicht nach sind diese Ausgaben exorbitant. Der Bürgermeister erklärt, dass solche Einrichtungen in der Nähe von Sporteinrichtungen wie Beachvolleyball oder dem Mehrzwecksportplatz notwendig sind. Der relativ hohe Preis ist akzeptabel, da diese recht ausgeklügelten Toiletten gut auf die Bedürfnisse der Gemeinde zugeschnitten sind. Dasselbe Toilettenmodell wird im Übrigen derzeit von der Stadt Luxemburg verwendet. Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) äußert sich auch kritisch in Bezug auf die hohen Ausgaben für den Schulgarten. Der Bürgermeister erläutert, dass der Preis die Umgestaltung des gesamten Geländes unter Berücksichtigung eines pädagogischen Konzepts umfasst, wodurch der Preis gerechtfertigt ist.

Léandre Kandel (DP) beendet seinen Beitrag mit der Erwähnung einer Reihe von positiven Punkten im Haushalt. Er begrüßt den Plan für das neue CIPA, die Installation von Sonnenkollektoren und den Kauf von Elektrofahrzeugen. Er bringt auch seine Zufriedenheit darüber zum Ausdruck, dass die Gemeinde in Immobilien investiert, was angesichts der Negativzinsen auf Geldrücklagen richtig sei. Er schlägt auch vor, ein neues Café vorzusehen, das als Begegnungsstätte dienen soll sowie die Schaffung von Räumlichkeiten für Coworking zwecks Unterstützung von Jungunternehmern.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) schließt sich diesen Vorschlägen an und meint, dass derlei Projekte eine gute Verwendung für die derzeit ungenutzten Flächen darstellen. Sie bittet außerdem um detailliertere Angaben bezüglich der Skaterbahn, da das Budget hierfür recht hoch ist. Der Bürgermeister erläutert, dass es eine Bahn aus Beton sein wird, was auch den Preis erklärt. Das Gemeinderatsmitglied fragt auch, wann die Zuschüsse für die Karatehalle und die Renovierung der Mehrzwecksporthalle an die Gemeinde überwiesen werden. Der Bürgermeister erklärt, dass man warten muss, bis die Abrechnung für beide Projekte erfolgt ist. Das Gemeinderatsmitglied ist der Auffassung, dass die Gemeinde Zwischenabrechnungen hätte erstellen und eine etappenweise Rückerstattung erhalten können.

Auf Nachfrage von Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) bestätigt der Bürgermeister, dass die Skaterbahn in der Nähe des Beachvolleyball-Platzes gebaut wird. Laurent Glesener (DP) bemerkt ebenfalls, dass die Ausgaben für die Anpassung der kommunalen Gebäude an geltende Vorschriften mit 600.000 Euro im Haushalt 2022 recht hoch angesetzt zu sein scheinen. Er wüsste gerne, wann diese Konformität erreicht sein wird. Die Mitglieder des Schöffenkollegiums erklären, dass die Übereinstimmung mit den Vorschriften praktisch nie erreicht wird, da die Bestimmungen sich fortlaufend ändern, und da sich immer vereinzelte, nicht vorhersehbare Probleme ergeben.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) merkt an, dass der Haushalt Ausgaben für die Ausarbeitung eines Konzepts für sanfte Mobilität und eines Mobilitätskonzepts vorsieht. Sie erkundigt sich, wie der Stand der Dinge bei diesen Projekten ist. Der Bürgermeister erklärt, dass das "Klimateam" bereits verbesserungswürdige Punkte

im Radwegnetz der Gemeinde identifiziert hat. Es wurde auch Kontakt mit dem "Klimabündnis" aufgenommen. Dieses wäre an einer Zusammenarbeit mit den Gemeinden interessiert, um ein Konzept für einen sicheren Schulweg zu entwickeln. Dennoch muss man abwarten und sehen, inwiefern sich diese Pläne konkretisieren.

Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) begrüßt, dass die Investitionen der Gemeinde in kulturelle und soziale Aktivitäten trotz der Pandemie auf einem hohen Niveau verblieben sind. Die sehr positiven Reaktionen auf Veranstaltungen wie das "Strossesfestival" haben gezeigt, wie wichtig solche Ereignisse sind, insbesondere nach einer schwierigen Periode mit Lockdown und sozialen Abstandsregeln. Sie begrüßt, dass die Gemeinde vorhat, auch 2022 in diesem Sinne weiterzumachen, mit einem gut dotierten Budget von 820.800 Euro für kulturelle Veranstaltungen und öffentliche Feste. Sie freut sich ebenfalls über die hervorragenden Ergebnisse im Bereich Integration und gesellschaftliches Leben. Victoria El Khoury (LSAP) erwähnt, dass das soziale Netzwerk "Hoplr" nach seiner raschen und effizienten Einführung die Hoffnungen weit übertroffen hat. Auch der Nachbarschaftsmediationsdienst und die Unterstützung der Gemeinde für das Projekt zur sozialen Integration "PINSS" sind in ihren Augen beispielhaft. Victoria El Khoury (LSAP) begrüßt auch das Vorhaben, ein Haus der Solidarität zu schaffen, also ein Wohnumfeld, in dem man von Neuem lernt zu arbeiten und gleichzeitig soziale Kontakte knüpft. Sie präzisiert, dass es sich hierbei um einen wirklich neutralen Ort handelt, der die Integration und das Zusammenleben fördert. Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) verweist darauf, dass das Thema dieser neutralen Orte das Hauptthema der 7. Ausgabe der « Groupe d'Échange et de Soutien en matière d'Intégration au niveau Local (GRESIL) » war. Sie fand am 17. November 2021 statt. Die Gemeinderätin begrüßt auch die Tatsache, dass das Schöffenkollegium den Vorschlag angenommen hat, den Dienst eines öffentlichen Schreibers, eines sogenannten „écrivain public“ einzurichten, der in einer kosmopolitischen Gemeinde wie Strassen notwendig ist.

Im Bereich "Inklusion und Sozialschutz" begrüßt Victoria El Khoury (LSAP), dass für die Verbesserung des Betriebs des CIGL im Haushalt die beträchtliche Summe von 200.000 Euro vorgesehen ist sowie 50.000 Euro für die Erstellung eines kommunalen Plans für Menschen mit Behinderungen und eines kommunalen Seniorenplans und 100.000 Euro für das Bauvorhaben für ein neues CIPA. Das Gemeinderatsmitglied ist der Ansicht, dass die 500.000 Euro, die für die Umsetzung des Projekts "Tiny Houses" vorgesehen sind, ebenfalls gerechtfertigt sind, da es sich um ein ökologisches Konzept handelt, das dem Bevölkerungszuwachs von Strassen Rechnung trägt. Victoria El Khoury (LSAP) begrüßt auch die Absicht des Schöffenkollegiums, eine neue Gebührenordnung für Abfälle einzuführen, die nach dem Verursacherprinzip funktioniert. Sie ist dem Schöffenkollegium auch dankbar, die Arbeit des "Klimateams" bei der Verwirklichung von Projekten wie dem "Repair Café" und dem Flohmarkt erleichtert zu haben. Sie weist darauf hin, dass das "Klimateam", in dem sie Mitglied ist, auch Workshops zum Thema "Upcycling" für das Jahr 2022 plant.

Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) fordert das Schöffenkollegium auf, die vorgesehenen Ausgaben für die Einrichtung der neuen Toiletten nach unten zu korrigieren. Auch wenn der Bedarf für solche Infrastrukturen unumstritten ist, ist sie der Ansicht, dass das vorgeschlagene Budget von 700.000 Euro exorbitant ist. Sie ist zuversichtlich, dass eine vernünftiger Alternative gefunden werden kann. Victoria El Khoury (LSAP) präzisiert, dass der Haushalt 2022 den Willen des Schöffenkollegiums zeigt, den Empfehlungen der Regierung zu folgen, indem Investitionen auf einem relativ hohen Niveau beibehalten werden. Dies zeigt sich unter anderem beim Kauf von bebauten und unbebauten Grundstücken durch die Gemeinde sowie bei den beträchtlichen Investitionen in die Sportinfrastruktur. Abschließend spricht Victoria El Khoury (LSAP) allen Personen, die an der Ausarbeitung des ihrer Ansicht nach zufriedenstellenden Haushalts für 2022 beteiligt waren, ihren Dank aus.

Der Bürgermeister ist der Ansicht, dass die Gemeinde bei der Integration in der Tat viel erreicht habe. Das sei vor allem auf die hervorragende Arbeit aller an diesen Projekten beteiligten Personen zurückzuführen. Er betont auch, dass der Erfolg zahlreicher Projekte wie des CFL Flex Systems oder des Netzwerks "Hoplr" zum Teil darauf beruhen, dass die Gemeinde konsequent für eine verbesserte Kommunikation mit den Bürgern gesorgt hat. Gleiches gilt in Bezug auf das Projekt des öffentlichen Schreibers, die Nachbarschaftsmediation und das Projekt "Super Senior". All dies zeigt die Bedeutung einer guten Kommunikation, an der es in der Vergangenheit oft gemangelt hat. Er betont auch den Stellenwert des Sozialamts bei der Kommunikation mit einer schwer erreichbaren Population. Nicolas Pundel (CSV) räumt ein, dass die Ausgaben für Kultur recht hoch waren, meint aber, dass die Wirkung und die Qualität der Veranstaltungen diese Ausgaben auf jeden Fall rechtfertigen. Er erkennt an, dass der Preis für die öffentlichen Toiletten hoch erscheinen mag, meint aber auch, dass derartige Infrastrukturen schwierig zu betreiben sind. Es ist deshalb nicht sinnvoll zu sparen, nur um nach kurzer Zeit das Material erneuern zu müssen. Nicolas Pundel (CSV) betont auch, dass das "Klimateam" exzellente Arbeit leistet, wodurch die Gemeinde eine Vielzahl von Projekten, die auf nationaler Ebene innovativ sind, durchführen kann.

Gemeinderatsmitglied Paul Klensch (LSAP) ist der Meinung, dass die Gemeinde Strassen in der Tat eine sehr kosmopolitische Gemeinde ist, die sich sehr stark entwickelt, insbesondere dank einer ehrgeizigen Politik. Dies führt dazu, dass sie sich, insbesondere aufgrund des Bevölkerungswachstums, ständig anpassen muss. Ein Beispiel hierfür ist die neue Gebührenordnung für Abfälle. Durch die Einführung einer nachhaltigeren Bewirtschaftung gelingt es der Gemeinde, die Abfallmengen zu reduzieren. Ein weiterer Bereich, auf den sich wachsende Einwohnerzahl auswirkt, ist die Trinkwasserwasserversorgung und die Wasseraufbereitung. Auch hier wendet die Gemeinde beträchtliche Mittel auf, um sich den Herausforderungen der Zukunft zu stellen. Das Gemeinderatsmitglied ist auch der Ansicht, dass die Gemeinde eine konsequent soziale Haushaltspolitik verfolgt, indem sie versucht, die Lebensqualität ihrer Einwohner zu wahren und Schulen, bezahlbaren Wohnraum und Sport-

und Freizeitinfrastrukturen zur Verfügung stellt. In Anbetracht der Tatsache, dass die Einwohnerzahl von Strassen innerhalb eines Jahrzehnts von 7.000 auf mehr als 10.000 angestiegen ist, sind all diese Maßnahmen dringlich. Der bedeutende Anstieg zeigt, dass die Gemeinde als Wohnort sehr beliebt ist, und auch, dass die Einwohner gern in einer Gemeinde leben, in der die Lebensqualität hoch ist. Es gibt allerdings auch negative Effekte wie die steigenden Immobilienpreise, Verkehrsprobleme, Umweltverschmutzung und Lärmbelästigung.

Paul Klensch (LSAP) ist der Ansicht, dass der Haushalt für das Jahr 2022 dazu beitragen wird, die Lebensqualität der Bürger zu wahren und zu verbessern sowie künftige Herausforderungen in den Bereichen Wohnraum, Mobilität, Bildung, Betreuung von Kindern und Jugendlichen, Klimaschutz und nachhaltige und soziale Entwicklung zu bewältigen. Da die Gemeinde derzeit über eine ausgeglichene Finanzlage verfügt, kann in neue, zukunftsorientierte Projekte investiert werden.

Gemeinderatsmitglied Paul Klensch (LSAP) ist der Meinung, dass die Gemeinde auch eine beispielhafte Rolle in den Bereiche Umweltschutz und nachhaltige Entwicklung spielen sollte. Die LSAP/CSV-Mehrheit im Gemeinderat setzt sich für eine Umweltpolitik ein, die zukünftigen Generationen zugutekommt, zum Beispiel indem die Schüler mit der Natur vertraut gemacht und für die ökologischen Herausforderungen sensibilisiert werden oder indem eine den Nachhaltigkeitsgrundsätzen entsprechende Energie- und Mobilitätspolitik umgesetzt wird. Dies ist insbesondere bei der Schaffung von Fahrradwegen, dem Ausbau der sanften Mobilität, der Einführung von Elektrofahrzeugen oder der Förderung des Personennahverkehrs erkennbar. Die Mehrheit setzt sich auch für den Aufbau einer partizipatorischen Demokratie ein, indem den Bürgern neue Instrumente der Kommunikation und Teilhabe angeboten werden. Die Gemeinde steht für eine konsequente Förderung des Sports durch den Ausbau der Sportinfrastrukturen aber auch durch ein großes Angebot an Kursen und die Unterstützung der Sportvereine. Seiner Ansicht nach dient der Sport nicht nur der Verbesserung der eigenen Gesundheit, sondern erfüllt auch wichtige soziale Integrationsfunktionen.

Paul Klensch (LSAP) merkt an, dass die Verschuldung pro Einwohner weiterhin rückläufig ist und von 1.000 Euro pro Einwohner im Jahre 2019 auf weniger als 600 Euro im Jahre 2021 gefallen ist. Deshalb ist die Gemeinde in der Lage, ihre Finanzreserven in die Schaffung neuer Infrastrukturen zu investieren. Aufgrund des Bevölkerungswachstums erreichen diese zum aktuellen Zeitpunkt ein beeindruckendes Niveau mit einem geschätzten Investitionsvolumen von 120 Mio. Euro bei einem Zeithorizont bis 2030. Der Plan "Stroossen 2030" bildet dabei das zentrale Element dieser Investitionen, mit der Gestaltung einer neuen Dorfmitte, dem Bau eines neuen CIPAs, der Erweiterung der Schulinfrastrukturen, der Einrichtung eines Hauses der Solidarität, dem Bau des Skaterparks, der Schaffung eines Waldfriedhofs, dem Bau einer neuen Leichenhalle und der Installation neuer öffentlicher Toiletten. Die Gemeinde hat auch eine Vorreiterrolle inne, wenn es um die Schaffung von Wohnraum geht. Der Erwerb zusätzlicher Grundstücke hilft beim Kampf gegen die Wohnraumkrise, denn so

können Sozialwohnungen und Wohnungen zu erschwinglichen Mietpreisen, "Tiny Houses" und Wohngemeinschaften entstehen.

Die Kulturausgaben befinden sich ebenfalls auf einem hohen Niveau. Paul Klensch (LSAP) meint, dass die Kultur eine Schlüsselrolle spielen kann, wenn es darum geht den sozialen Zusammenhalt in der Gemeinde zu bewahren. Die Biennale für zeitgenössische Kunst, das "Strossefestival" oder die „Fête de la Musique“ spielen in diesem Zusammenhang eine wichtige Rolle. Das kulturelle Angebot des Kulturzentrums Paul Barblé und der Galerie "A Spiren" wird ebenfalls konsequent ausgebaut. Das Gemeinderatsmitglied betont abschließend, dass die Haushaltspolitik der Gemeinde immer im Sinne der Stärkung des sozialen Zusammenhalts gestaltet werden soll.

Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) ist ebenfalls der Meinung, dass Strassen sich einer hohen Attraktivität erfreut. Die Gemeinde hat immer versucht, ihre Infrastrukturen an ihr Wachstum anzupassen, um ihre Attraktivität zu bewahren.

Gemeinderatsmitglied François Gleis (CSV) dankt zunächst den an der Ausarbeitung des Haushalts beteiligten Personen. Er schätzt die Finanzlage der Gemeinde als gut ein, mit hohen Einnahmen und ausreichenden Rücklagen, so dass eine Politik im Interesse der Bürger geführt werden kann. Trotz der Pandemie ist es der Gemeinde gelungen, die letzten zwei Jahre ein attraktives Kulturangebot aufrechtzuerhalten, mit Veranstaltungen auf hohem Niveau wie der Ausstellung "100 Joer Lëtzebuerger Konscht", so dass die Einwohner weiterhin ein aktives und abwechslungsreiches gesellschaftliches Leben führen konnten. Das Gemeinderatsmitglied freut sich auch über die zahlreichen Aktivitäten für Senioren, die in diesem Zeitraum stattfinden konnten.

Im Gegensatz zur Opposition ist François Gleis (CSV) der Ansicht, dass der Umbau des "Feltgen"-Hauses zum Jugendzentrum dringlich ist, da das Jugendhaus für diese Nutzung nicht mehr geeignet ist. Es freut ihn ebenfalls, dass das Sozialamt der Gemeinde den Einwohnern wertvolle Unterstützung anbieten kann, wobei es sich nicht nur um Hilfen finanzieller Art handelt, sondern auch um eine Vielzahl anderer Leistungen. Er glaubt, dass das künftige Haus der Solidarität im Haus "Kohnen" diesbezüglich weitere Verbesserungen mit sich bringen wird. Auch begrüßt er, dass die Gemeinde ihre Teuerungszulage in diesen Krisenzeiten beträchtlich angehoben hat. Im Bereich Sozialpolitik sind die Erweiterung des CIGL, die Beiträge zum Beschäftigungsfonds und die Schaffung von Wohnraum für Wohngemeinschaften ebenfalls begrüßenswert. François Gleis (CSV) meint auch, dass der künftige Waldfriedhof und die neue Leichenhalle wichtig sind, da sie der zunehmenden Anzahl von zivilen Bestattungen Rechnung tragen.

Das Gemeinderatsmitglied vertritt auch die Auffassung, dass die erhöhten Ausgaben für die neuen öffentlichen Toiletten gerechtfertigt sind, denn die Erfahrung hat gezeigt, dass schlecht gestaltete Toiletten zu erheblichen Problemen führen können. Insbesondere begrüßt er den Plan, ein neues CIPA zu bauen, denn dies entspricht der steigenden Nachfrage, die zurzeit nicht durch die vorhandenen Einrichtungen abgedeckt werden kann.

Er ist auch der Ansicht, dass dieses Projekt so schnell wie möglich verwirklicht werden muss. François Gleis (CSV) begrüßt ebenfalls den Bau eines neuen Sportkomplexes mit Fußballplatz. Angesichts der stark wachsenden Einwohnerzahl und des hohen Niveaus der lokalen Mannschaft ist dies wichtig.

Der Erwerb von Grundstücken für die Schaffung von Wohnraum ist ebenfalls begrüßenswert. Aufgrund der steigenden Immobilienpreise müssen Konzepte wie Erbpachtverträge entwickelt werden, da es selbst für Haushalte mit normalem Einkommen immer schwieriger wird, Wohnraum zu erwerben. François Gleis (CSV) teilt den Standpunkt des Gemeinderatsmitglieds Léandre Kandel (DP) bezüglich der Pfadfinderhütte. Der Bau einer neuen Hütte sei einer Sanierung der bestehenden Hütte auf jeden Fall vorzuziehen.

Das Mitglied des Gemeinderates meint ebenfalls, dass die Mobilität einer der problematischsten Bereiche für die Gemeinde ist. Er verweist darauf, dass mehr als 1.500 Einwohner der Gemeinde eine Petition unterschrieben haben, in der sie konkrete Maßnahmen gegen die mit dem übermäßigen Verkehr in der Gemeinde verbundenen Probleme fordern. Die Route d'Arlon ist seit langem eine problematische Zone, aber es fehlt immer noch an Lösungen für dieses Problem. Der von staatlicher Seite unterbreitete Plan für eine Umsteigeplattform in der Nähe von "Bâtiself" sei keine Lösung, sondern könne sogar noch zu neuen Problemen führen. Er appelliert an die Mitglieder des Gemeinderates, sich an ihre politischen Parteien zu wenden, damit diese in Hinblick auf die anstehenden Parlamentswahlen im Jahr 2023 Druck auf die Regierung ausüben.

Abschließend erklärt François Gleis (CSV), dass er angesichts der guten Finanzlage der Gemeinde keinerlei Problem bei der Genehmigung des Haushalts für 2022 sieht. Es handelt sich seiner Ansicht nach um einen ausgewogenen Haushalt, der auf einer langfristigen Vision beruht.

Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) dankt allen Gemeinderatsmitgliedern für ihre jeweiligen Beiträge. Er stellt fest, dass es im Gemeinderat auf der Ebene der Kultur- und Sozialpolitik einen breiten Konsens gibt. Er ist auch der Auffassung, dass die Gemeinderatsmitglieder sich Sorgen machen in Bezug auf das Wachstum und dessen Auswirkungen, und betont gleichzeitig, dass es sich hier um einen Bereich handelt, wo es äußerst schwierig ist, präzise Voraussagen zu treffen. Er teilt voll und ganz den Frust der Gemeinderatsmitglieder bezüglich der Mobilitätsprobleme und erklärt, dass das Schöffenkollegium weiterhin resolut nach Lösungen in diesem Bereich suchen wird. Auf Anfrage von Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) gibt der Bürgermeister an, dass der nächste mehrjährige Finanzplan im Februar präsentiert wird.

Der Berichtigungshaushalt für 2021 wird mit einer Mehrheit von 9 Stimmen angenommen. Es gibt 4 Gegenstimmen.

Der Haushaltsentwurf für 2022 wird mit einer Mehrheit von 9 Stimmen angenommen. Es gibt 4 Gegenstimmen.

2 Genehmigung des Reglements und der Gebührenordnung für die Abfallentsorgung

Dem Gemeinderat wird ein neues Reglement zur Abfallentsorgung sowie die entsprechende Gebührenordnung zur Genehmigung vorgelegt. Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) erinnert daran, dass das neue Reglement ausführlich in verschiedenen Kommissionen diskutiert wurde, bevor es vom Ministerium abgesegnet wurde. Er erklärt, dass das neue Reglement im Prinzip ab Januar 2022 gelten wird, dass allerdings der Ankauf von neuem Material, unter anderem von LKWs, abgewartet werden muss. Da die Abrechnung halbjährlich erfolgt, ist die tatsächliche Inkraftsetzung zum 1. Juli 2022 geplant.

Nicolas Pundel (CSV) erläutert, dass die Gebühr aus einem festen Anteil von 100 Euro pro Jahr besteht, der pro Haushalt oder Einheit (Unternehmen) berechnet wird, und nicht pro Gebäude. Mit diesem Anteil werden die allgemeinen Betriebskosten des kommunalen Hygienesdienstes gedeckt. Es gibt auch eine Basisgebühr, die vom Rauminhalt der Mülltonne abhängig ist. Diese Gebühr deckt die Standardanzahl von 26 Entleerungen pro Jahr. Es ist möglich, die Entleerungen während der Ferien in die Reserve einzustellen, um sein Entleerungskontingent zu erhalten. Für weitere Entleerungen, die über das normale Kontingent von 26 hinausgehen, ist eine zusätzliche, variable Gebühr vorgesehen. Die variablen Gebühren richten sich nach dem Verursacherprinzip und sind abhängig vom Gewicht. Sie liegen bei 0,45 Euro pro Kilogramm Abfall. Pro Rechnungsadresse kann nur für einen Abfallbehälter die Basisgebühr für jährlich 26 Leerungen in Anspruch genommen werden. Zusätzliche Entleerungen werden nach dem variablen Tarif in Rechnung gestellt.

Für die Mengen, die gelegentlich den Rauminhalt der gewählten Mülltonne übersteigen, sind 100-Liter-Müllsäcke gegen eine Gebühr von 5 Euro erhältlich. Das Abholen von Sperrmüll wird mit 20 Euro pro Tranche von 50 Kilo (ganz oder angebrochen) abgerechnet. Es gibt auch eine Abgabe für das Abholen von Elektrogeräten, nämlich 25 Euro pro Gerät. Die einmalige Gebühr beim Erwerb der grauen (Haushaltsabfälle), grünen (organische Abfälle), blauen (Papier und Pappe) und gelben Mülltonnen (Glas) liegt je nach Rauminhalt zwischen 35 und 800 Euro.

Im Falle eines Umzugs werden die Abgaben anteilig nach der Wohndauer in der Gemeinde abgerechnet. Haushalte, aber auch Unternehmen, Vereine und anderen Institutionen, die aufgrund ihrer Aktivitäten Abfälle generieren, sind verpflichtet, sich für die Müllentsorgung anzumelden.

Der Bürgermeister merkt an, dass der Vorlagetext noch einige kleine materielle Fehler enthält, die korrigiert werden. Er schlägt auch vor, ein zusätzliches Reglement über Haushalte mit Kleinkindern zur Abstimmung zu bringen, da diese wegen der Babywindeln eine ungewöhnlich hohe Menge an Abfall erzeugen. Es wird vorgeschlagen, diesen Haushalten während der ersten zwei Jahre zwei kostenlose Rollen mit Müllsäcken anzubieten.

Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) fragt, wie man bei den Eigentümergeinschaften vorgeht, um diese über die Änderungen in Bezug auf die Mülltonnen mit Mikrochip zu informieren. Der Bürgermeister erklärt, dass dies von der Gemeinde übernommen wird.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) erkundigt sich, ob eine Simulation durchgeführt wurde, um festzustellen, wie das neue Reglement sich auf die Ausgaben und Einnahmen der Gemeinde und auf die Preise für die Nutzer auswirken wird. Der Bürgermeister bestätigt, dass man in der Tat eine derartige Berechnung für die Festlegung der Gebühren zugrunde gelegt hat. Das Gemeinderatsmitglied merkt an, dass, ausgehend von den Ausgaben im Budget, es derzeit 2.492 primäre und 375 zusätzliche graue Mülltonnen gibt. Wenn man diese Anzahl von Mülltonnen mit einem Durchschnitt von 20 Kilo Müll pro 80-Liter-Mülltonne bei 26 Entleerungen berücksichtigt, würden sich ihrer Berechnung nach, die jährlichen Einnahmen der Gemeinde auf ungefähr 1.005.000 Euro belaufen. Sie ist der Auffassung, dass dies im Verhältnis zu den Kosten, die der Gemeinde für die Abfallentsorgung entstehen, ein sehr hoher Betrag ist, umso mehr, wenn man bedenkt, dass für die Berechnung nur die Hälfte der vorgesehenen 40 Kilo berücksichtigt wurde, und dass dabei die Container nicht mitgerechnet wurden. Der Bürgermeister erklärt, dass die Berechnung auf Grundlage der tatsächlich erzeugten Abfallmenge erfolgt und nicht auf Grundlage einer theoretischen Menge, die sich auf die Anzahl und Größe der Mülltonnen gründet. Er fügt hinzu, dass diese Berechnungsmethode bei der Präsentation in der Kommission "Großprojekte" erklärt wurde. Martine Dieschburg-Nickels (DP) fürchtet, dass diese neue Art der Berechnung zu einem beträchtlichen Kostenanstieg für die Haushalte führen wird. Der Bürgermeister meint, dass das neue Reglement darauf abzielt, einen Anreiz zu geben, Abfälle besser zu sortieren. Die Mülltrennung ist im Übrigen immer noch gratis. Er ist der Ansicht, dass die für die Haushalte anfallenden Kosten gering bleiben, wenn man sich bei der Mülltrennung an bewährte Praktiken hält. Martine Dieschburg-Nickels (DP) möchte die den Berechnungen zugrunde liegenden Zahlen einsehen. Der Bürgermeister verspricht, dem Gemeinderat diese Statistiken zur Verfügung zu stellen.

Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) befürchtet, dass die neue Art der Berechnung für einige Haushalte eine Verdoppelung der Kosten nach sich zieht. Er meint außerdem, dass sie für die Unternehmen problematisch ist. Auf Grundlage der Kosten für sein eigenes Unternehmen hat er ausgerechnet, dass diese von 192 auf 580 Euro ansteigen werden. Der Bürgermeister bestätigt, dass in bestimmten Fällen das Risiko eines Kostenanstiegs besteht, betont aber, dass die Gebührenordnung seit langem nicht mehr angepasst wurde. Er merkt auch an, dass die Einführung des Verursacherprinzips selbstverständlich zu höheren Kosten führt, sollte sich das Verhalten der Haushalte und Unternehmen nicht ändern. Im Übrigen sei genau das die zugrundeliegende Idee. Nicolas Pundel (CSV) erklärt, dass am Jahresende Bilanz gezogen wird, um zu sehen, wie sich das Verhalten der Nutzer geändert hat. Er betont auch, dass die Gemeinde mit der Abfallbewirtschaftung keinerlei Profite macht.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) schlägt vor, eine Informationssitzung zu organisieren um das Konzept zu erläutern, und die Nutzer auf die neuen Bestimmungen vorzubereiten. Der Bürgermeister erklärt, dass das Kontingent der 26 Entleerungen in jedem Fall für die zweite Jahreshälfte ab dem 1. Juli 2022 gilt. Die Nutzer werden also reichlich Zeit haben, ihre Gewohnheiten anzupassen.

Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) ist der Meinung, dass Abfallreduzierung und -vermeidung zum Schlüsselkonzept des neuen Reglements gehören. Deshalb sei eine gute Informationskampagne zum Thema Abfallvermeidung von entscheidender Bedeutung. Er meint, dass die Gemeinde auch ein System einführen könne, welches eine schrittweise Reduzierung der Abfallmengen unterstützt. Er bedauert diesbezüglich, dass das Reglement seit 2014 nicht mehr angepasst wurde, denn das Verursacherprinzip stand bereits damals in der Diskussion. Wäre die Reform früher umgesetzt worden, hätte es seiner Ansicht nach die Möglichkeit gegeben, die Nutzer besser im Bereich Abfallvermeidung zu schulen, und parallel dazu nach und nach das neue Berechnungsmodell einzuführen. Damit hätte man vermeiden können, dass die Kosten schlagartig drastisch ansteigen.

Gemeinderatsmitglied Laurent Glesener (DP) schlägt vor, die Nutzer während der ersten Jahreshälfte zu sensibilisieren, indem man ihnen zusammen mit ihrer aktuellen Rechnung eine Simulation der künftigen Kosten zukommen lässt. Er meint auch, dass man im Rahmen einer Kampagne auf die Möglichkeiten, die das "Valorlux" System bietet, hinweisen sollte. Auf Nachfrage des Gemeinderatsmitglieds bestätigt der Bürgermeister, dass die feste Abgabe von 100 Euro pro Haushalt oder Unternehmen zu entrichten ist, unabhängig von der Anzahl der betroffenen Personen. Er bestätigt ebenfalls, dass diese Summe auf der Grundlage der Gesamtkosten für den Hygieneservice berechnet wird. Nicolas Pundel (CSV) weist ebenfalls darauf hin, dass eine Informationskampagne geplant ist, und zwar mit Broschüren, in denen ganz genau erklärt wird, wie man Müll trennt und Abfall vermeidet. Er glaubt, dass sich der Kostenanstieg für Nutzer, die sich an die bewährten Praktiken halten, im Rahmen halten wird.

Auf Nachfrage von Gemeinderatsmitglied Léandre Kandel (DP) bestätigt der Bürgermeister, dass die auf 100 Euro festgesetzte Abgabe von sämtlichen Haushalten gezahlt werden muss, auch wenn diese nicht über eine eigene Mülltonne verfügen. Dies ist bei Mehrfamilienhäusern der Fall, wo ein gemeinsamer Container benutzt wird.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) ist der Meinung, dass der Vorschlag von Laurent Glesener (DP) über die der Rechnung beigefügten Simulation in die Praxis umgesetzt werden sollte. Sie glaubt auch, dass die Nutzer daran erinnert werden sollten, wozu die verschiedenen Mülltonnen genutzt werden können, da es hier immer noch große Unklarheit gibt. Der Bürgermeister sieht kein Problem damit, diesem Vorschlag zu folgen. Er erläutert außerdem, dass eine Arbeitsgruppe des "Klimateams" die Entwicklung der Abfallmengen und die Auswirkung der neuen Abgabenverordnung mitverfolgen wird.

Zum Thema Windeln führt Gemeinderatsmitglied Claire Remmy (déi Gréng) aus, dass es im Ausland Unternehmen gibt, die einen Reinigungsdienst für wiederverwendbare Windeln anbieten. Ihrer Meinung nach sollte die Gemeinde die Nutzer auch über diese Möglichkeit informieren, sobald es diese in Luxemburg gibt. Der Bürgermeister erklärt, dass es ein solches Angebot auch in Luxemburg gibt und ist einverstanden, die Nutzer diesbezüglich zu informieren.

Gemeinderatsmitglied François Gleis (CSV) ist ebenfalls der Meinung, dass die Sensibilisierung und Information der Nutzer entscheidend sind. Er ist der Ansicht, dass die vielen anstehenden Änderungen bei den einzelnen Abgaben für sehr viele Haushalte eine Belastung sein werden. Der Bürgermeister meint, dass dies zutrifft, insbesondere in Bezug auf die Energiekosten. Aus diesem Grund plane der Staat auch, die Beihilfen für Haushalte mit geringem Einkommen demnächst zu erhöhen.

Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) erinnert nochmals daran, dass die Tatsache, dass die Abgaben über einen sehr langen Zeitraum hinweg nicht angepasst worden sind, ein reelles Problem darstellt, da die jetzige Anpassung eine drastische Erhöhung mit sich bringt. Er appelliert an das Schöffenkollegium, die Abgaben regelmäßig zu überprüfen, um in Zukunft derartige Probleme zu vermeiden.

Gemeinderatsmitglied Paul Klensch (LSAP) bemerkt, dass in Wohnanlagen mit mehreren Parteien die Anzahl der Entleerungen davon abhängt, wie die Container verwaltet werden. Er wüsste gern, wie dies geregelt wird. Der Bürgermeister erklärt, dass die Miteigentümergeinschaft dies entscheidet, und dass die Gemeinde sich nicht in die interne Verwaltung dieser Eigentümergeinschaften einmischt. Paul Klensch (LSAP) ist der Ansicht, dass es deshalb wichtig sei, die Bewohner dieser Wohnanlagen über die neue Methode zur Berechnung der Abgaben zu informieren, damit sie verstehen, wie sich diese Kosten auf ihre Nebenkostenabrechnung niederschlagen.

Auf Nachfrage von Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) bestätigt der Bürgermeister, dass für Eigentümergeinschaften dieselben Bedingungen gelten wie für andere Haushalte, einschließlich der Möglichkeit, spezielle Abfallbehälter für Abfälle zu bekommen, die kein Hausmüll sind.

Abschließend begrüßt Gemeinderatsmitglied Paul Klensch (LSAP), die Tatsache, dass die Gemeinde endlich den Grundsatz der Abgabeberechnung nach Gewicht statt nach Volumen einführt, weil es sich hierbei um die gerechteste Methode handelt.

Das neue Abfallreglement wird einstimmig angenommen.

Die neue Gebührenordnung für Abfälle wird einstimmig angenommen.

3 Änderung des kommunalen Reglements vom 05.10.2016 zur Festlegung der Kriterien für die Zuteilung der Teuerungszulage.

Schöffe Betty Welter-Gaul (LSAP) erläutert, dass 2020 die staatliche Teuerungszulage verdoppelt hat. Eine alleinstehende Person mit einem Höchsteinkommen von 2.329 Euro hatte also Anspruch auf 2.640 Euro vom Staat und 600 Euro von der Gemeinde. 2021 hat der Staat seine Beihilfe nochmals um 10 % im Vergleich zum Betrag von 2019 angehoben. Eine alleinstehende Person mit einem maximalen Einkommen von 2.329 Euro hatte somit Anspruch auf eine Beihilfe von 1.452 Euro statt 1.320 Euro.

Auf Vorschlag der Vorsitzenden der Sozial- und Seniorenkommission Josée Majerus hat das Schöffenkollegium entschieden, den Anteil der Gemeinde von 25 auf 30 % des staatlichen Betrages anzuheben. Betty Welter-Gaul (LSAP) meint, dass diese Entscheidung angesichts der steigenden Energie- und Trinkwasserpreise notwendig war. Zum Vergleich merkt sie an, dass der kommunale Anteil 30 % in Bartringen und 35 % in Steinfort beträgt. Der entsprechende Artikel des Haushaltsplans wurde auf 100.000 Euro angehoben. 2018 erhielt die Gemeinde 81 Anträge auf diese Beihilfe, wobei 80 stattgegeben wurde. 2019 gab es 83 Anträge, von denen 80 berechtigt waren. 2020 waren es 106 Anträge, von denen 104 bewilligt wurden.

Der Bürgermeister ergänzt, dass der Vergleich von Gemeinden in diesem Bereich schwierig ist, weil kommunale Beihilfen stark variieren. Das Gesamtniveau der Beihilfen in Strassen ist relativ hoch. Betty Welter-Gaul (LSAP) fügt hinzu, dass Strassen auch einen Mietzuschuss gewährt, den es nicht in allen Gemeinden gibt.

Gemeinderatsmitglied Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) begrüßt in Anbetracht des allgemeinen Preisanstiegs die Anhebung der Hilfe. Es ist insbesondere wichtig, Alleinstehende zu unterstützen.

Auch Gemeinderatsmitglied François Gleis (CSV) begrüßt diese Anhebung. Er ist der Ansicht, dass die Gemeinde die Einwohner, die nicht vom Sozialamt betreut werden, darüber informieren sollte, wie man eine solche Beihilfe beantragen kann. Der Bürgermeister meint, dass es möglich wäre, eine Mitteilung im Gemeindeblatt zu machen.

Die Änderung des kommunalen Reglements zur Festlegung der Kriterien für die Zuteilung der Teuerungszulage wird einstimmig angenommen.

4 Genehmigung einer notariellen Urkunde

Eine unentgeltliche Abtretung mit dem Unternehmen Stugalux wurde genehmigt.

5 Bestätigung von befristeten Verkehrsreglements.

Dem Gemeinderat werden mehrere zeitlich befristete Verkehrsreglements, welche die Bauarbeiten in der Siedlung Pescher, der Rue des Romains und der Rue du Bois betreffen, zur Genehmigung vorgelegt.

Die zeitlich befristeten Verkehrsreglements werden einstimmig angenommen.

6 Verschiedenes.

Nachdem Gemeinderatsmitglieds Marc Fischer (DP) bei der Gemeinderatssitzung vom 8. Dezember 2021 eine diesbezügliche Frage gestellt hatte, gibt Schöffe Betty Welter-Gaul (LSAP) eine Reihe von Informationen bezüglich Nutzung des sozialen Lebensmittelladens. In den letzten 11 Monate haben 61 Haushalte aus Strassen das soziale Lebensmittelgeschäft in Steinfort besucht. Das entspricht 105 Erwachsenen und 40 Minderjährigen. Neun dieser Kunden haben das Angebot nicht regelmäßig in Anspruch genommen oder haben irgendwann ganz aufgehört, den sozialen Lebensmittelladen zu besuchen. Dies sei teilweise auf Umzüge zurückzuführen, aber auch auf eine Verbesserung ihrer finanziellen Lage. Keiner der Begünstigten hat bemängelt, dass man sich nach Steinfort begeben muss.

Betty Welter-Gaul (LSAP) betont, dass der Vorteil des Konzepts dieses sozialen Lebensmittelladens darin liegt, dass die Einrichtung von drei Sozialämtern verwaltet wird, und dass diese die Fixkosten unter sich aufteilen. Ihrer Ansicht nach wären diese Kosten weitaus höher, wenn Strassen beschließen würde, einen eigenen Laden einzurichten. Der Schöffe erläutert auch, dass die Verwaltung des sozialen Lebensmittelladens durch das Rote Kreuz und die Caritas hervorragend ist, und dass die Einrichtung sogar auf internationaler Ebene anerkannt wurde. Sie ergänzt, dass die Einrichtung auch an einem Projekt des Europäischen Hilfsfonds für die am stärksten benachteiligten Personen (FEAD) teilnimmt, indem den Kunden eine bestimmte Anzahl von Basiswaren kostenlos zur Verfügung gestellt wird. So hat eine Ein-Eltern-Familie mit zwei Kindern monatlich Anrecht auf 12 Liter Milch, 1,5 kg Nudeln, 1 kg Reis, 1 kg Sonnenblumenöl, 1 kg Zucker, dreimal 120 g Thunfisch, 1 Liter Olivenöl, zwei Tuben Zahnpasta, zwei Flaschen Duschgel, zwei Flaschen Shampoo, drei Packungen mit je sechs Rollen Toilettenpapier sowie eine Packung medizinische Schutzmasken. Betty Welter-Gaul (LSAP) ist der Meinung, dass es sich hier um eine beträchtliche Menge an kostenlosen Waren handelt, die in den meisten Fällen mehr als ausreichend ist.

Der Schöffe erinnert daran, dass die Entscheidung über die Teilnahme an einer solchen Einrichtung ursprünglich darauf zurückzuführen war, dass die Gemeinde Steinfort seinerzeit über eine geeignete Räumlichkeit verfügte. Jedoch trifft es zu, dass dieses Lokal zurzeit in einem schlechten Zustand ist. Deshalb hat das Schöffenkollegium beschlossen, mit den teilnehmenden Sozialämtern und Gemeinden Gespräche einzuleiten, um zu prüfen, ob der soziale Lebensmittelladen eventuell in die neuen Räumlichkeiten der Gemeinde in der Nr. 38 Route d'Arlon umziehen könnte. Diese Gespräche befinden sich allerdings noch im Anfangsstadium, und man müsse die Fortsetzung abwarten.

Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) dankt dem Schöffenkollegium für diese Informationen. Er ist jedoch weiterhin der Ansicht, dass es nicht ideal ist, eine derartige Einrichtung in einer Nachbargemeinde zu haben. Betty Welter-Gaul (LSAP) denkt, dass sie im Verhältnis zu anderen Gemeinden relativ leicht von Strassen aus zu erreichen ist. Sie betont

nochmals, dass kein einziger Kunde sich über die Anfahrt beschwert hat. Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) denkt, dass Strassen nach einer anderen Lösung suchen wird, sobald die jetzige Handhabung nicht mehr zufriedenstellend ist. Er betont, dass man auf jeden Fall eine Zusammenarbeit mit anderen Gemeinden anstreben sollte, da Strassen allein nicht über die kritische Masse an Kunden verfügt, die es rechtfertigt, eine derartige Einrichtung zur Verfügung zu stellen.

Auf Nachfrage von Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) gibt Betty Welter-Gaul (LSAP) an, dass die Kunden den sozialen Lebensmittelladen im Durchschnitt vier bis fünf Mal pro Monat besuchen.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) erinnert daran, dass bei der Präsentation des Projekts versprochen worden war, dass die Kunden durch Angebote wie Kochkurse begleitet werden würden. Sie erkundigt sich, ob dies in die Praxis umgesetzt worden ist. Betty Welter-Gaul (LSAP) erläutert, dass der Lebensmittelladen in der Tat über eine professionelle Küche verfügt, dass dieses Angebot aber nie den entsprechenden Anklang gefunden hat.

Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) weist darauf hin, dass die Beleuchtung der kommunalen Anzeigetafel ("Reider") unzureichend sei. Der Bürgermeister geht davon aus, dass die alte Tafel in Kürze durch eine elektronische Anzeigetafel ersetzt werden könnte. Marc Fischer (DP) merkt auch an, dass die Gemeinderatssitzungen fast nicht mehr von der Presse abgedeckt werden. Dies bestätigt der Bürgermeister, meint aber, dass die Gemeinde keinerlei Einfluss auf die redaktionellen Entscheidungen der Medien hat. Er bedauert im Übrigen, dass die Presse sich immer weniger für lokale Nachrichten interessiert.

Gemeinderatsmitglied Martine Dieschburg-Nickels (DP) erinnert daran, dass das Schöffenkollegium bei der letzten Gemeinderatssitzung dafür plädiert hatte, dass die Mitglieder des Gemeinderats das "Hoplr" Netzwerk nicht als politische Plattform nutzen. Sie hat jedoch festgestellt, dass mehrere Gemeinderatsmitglieder sich mit ihrem Namen und ihrer politischen Funktion zu erkennen geben. Sie glaubt im Übrigen, dass eine derartige Plattform sich immer von selbst politisiert und fragt, welchen Ansatz das Schöffenkollegium in diesem Zusammenhang befürwortet. Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) betont, dass er auf "Hoplr" nie in seiner Funktion als Bürgermeister auf Fragen antwortet. Er ist immer noch der Ansicht, dass die Mitglieder des Gemeinderats in diesen Netzwerken politisch neutral bleiben. Falls Fragen gestellt werden die die Politik betreffen, muss die Antwort im Namen der Gemeinde formuliert werden. Martine Dieschburg-Nickels (DP) schlägt vor, dass die Gemeinderatsmitglieder sich in diesem Fall nur mit ihrem Namen zu erkennen geben und politische Funktionen nicht erwähnen. Das Schöffenkollegium schließt sich diesem Vorschlag an.

Gemeinderatsmitglied Claire Remmy (déi Gréng) bestätigt ebenfalls, dass man sich an sie in ihrer Funktion als Mitglied des Gemeinderates gewandt hat. Gemeinderatsmitglied Victoria El Khoury (LSAP) ist der Meinung, dass die Gemeinderatsmitglieder sehr wohl in ihrer

politischen Funktion auf Hoplr auftreten können. Dies verstößt nicht gegen die Nutzungsregeln der Plattform. Allerdings wird Werbung für eine politische Partei auf Hoplr nicht geduldet. Sie ist der Ansicht, dass man auf die Fragen der Nutzer eingehen muss, eben gerade um eine Annäherung zwischen den Bürgern und ihrer Verwaltung zu erreichen. Das ist im Übrigen eines der Ziele der Plattform. Der Bürgermeister wiederholt, dass er persönlich nicht die Absicht hat, in seiner Funktion als Bürgermeister auf der Plattform zu kommunizieren.

Gemeinderatsmitglied Paul Klensch (LSAP) merkt an, dass er kein Problem damit hat, wenn ein Mitglied des Gemeinderats eine politische Funktion oder ein politisches Mandat in seine persönliche Biografie im "Hoplr" Netzwerk hinzufügt. Er schließt sich der Entscheidung des Schöffenkollegiums an.

7 Personalangelegenheiten:

- a) Schaffung einer Angestelltenstelle („poste de salarié“) für den solidarischen Dienst.

Bürgermeister Nicolas Pundel (CSV) erklärt, dass die Gemeinde eine Angestelltenstelle für die solidarischen Projekte, insbesondere im Rahmen des zukünftigen Hauses der Solidarität, schaffen möchte. Diese Aufgabe kann nicht durch das Sozialamt abgedeckt werden, da die Aufgaben grundlegend verschieden sind.

Gemeinderatsmitglied François Gleis (CSV) wüsste gern, welches Profil für einen solchen Posten erforderlich ist. Der Bürgermeister erläutert, dass die Gemeinde bereits eine Person ausgemacht hat, die Erfahrung mit Solidaritätsprojekten hat, ohne jedoch Sozialarbeiter zu sein. Gemeinderatsmitglied Marc Fischer (DP) denkt, dass es vorzuziehen sei, wenn bei der Schaffung einer Stelle eine Stellenbeschreibung vorliegt. Er kündigt an, dass er sich aus diesem Grund in jedem Fall der Stimme enthalten wird. Der Bürgermeister nimmt diese Bemerkung zur Kenntnis.

Die Schaffung der Stelle wird mehrheitlich bei einer Enthaltung genehmigt.

- b) Schaffung einer kommunalen Beamtenstelle für den technischen Dienst.

Der Bürgermeister erläutert, dass der technische Dienst einen Mitarbeiter zur Unterstützung der Ingenieure benötigt. Es hat sich herausgestellt, dass ein Beschäftigter der Laufbahn C1, der ursprünglich für diese Rolle vorgesehen war, letztlich nicht das richtige Profil hatte. Deshalb schlägt die Gemeinde vor, für diese Aufgabe einen Posten der Laufbahn B1 zu schaffen.

Die Schaffung der Stelle wird mehrheitlich bei einer Enthaltung genehmigt.

c) Schaffung von Stellen im Team Gebäudebewirtschaftung und Hausmeisterdienste.

Der Bürgermeister erklärt, dass im Organigramm mehrere Personen in den Teams für Gebäudebewirtschaftung und den technischen Dienst fehlen. Die freien Stellen betreffen Posten in den Dienststellen Wasserdienst, Gartendienst, Hygienesdienst, Baudienst, eine Stelle als Hausmeister und zwei Stellen im Reinigungsdienst.

Die Schaffung der Stellen wird mehrheitlich bei einer Enthaltung genehmigt.

8 Ernennungen und Rücktritte in den lokalen Kommissionen (neuer Punkt auf der Tagesordnung).

Um die lokalen Kommissionen vervollständigen zu können, schlägt das Schöffenkollégium dem Gemeinderat Folgendes zur Abstimmung vor:

- Rücktritt von Liz Biever von ihrem Posten als Mitglied der Kommission für Chancengleichheit.
- Rücktritt von Anna Daraio von ihrem Posten als Mitglied der Kommission für Mobilität.
- Ernennung von Anna Daraio für den Posten als Mitglied der Kommission für Sport und lokale Vereine.
- Ernennung von Myriam Wagner für den Posten als Mitglied der Kommission für Sport und lokale Vereine.
- Rücktritt von Tun Gierenz von seinem Posten als Vorsitzender der Jugendkommission.
- Ernennung von Claire Remmy für den Posten der Vorsitzenden der Jugendkommission.
- Ernennung von Victoria El Khoury für den Posten als Mitglied der Sozial- und Seniorenkommission.

Alle Rücktritte und Ernennungen für die lokalen Kommissionen werden einstimmig angenommen.

9 Personalangelegenheiten (unter Ausschluss der Öffentlichkeit):

- a) Ernennungen für freie Stellen:
- Kommunale Beamtenstelle Gruppe A2 (technischer Dienst).
 - Kommunale Beamtenstelle Gruppe B1 (Gemeindekasse).

- 10** **Entscheidung im Rahmen eines Vorschlags für den Erwerb einer Immobilie (unter Ausschluss der Öffentlichkeit).**

Communal Council meeting of 15 December 2021

Agenda:

1. Discussion and vote on the 2021 rectified draft budget and the 2022 provisional draft budget
2. Adoption of the Regulation and the Regulation Tax for Waste Management
3. Amendment of the Communal Regulation of 05.10.2016 setting the criteria for the allocation of the cost-of-living allowance
4. Approval of a notarial deed
5. Confirmation of temporary traffic regulations
6. Any other business
7. Staff matters:
 - a. Creation of a salaried position for the Solidarity Service
 - b. Creation of a position for a communal civil servant for the Technical Service
 - c. Creation of posts within the Public Services Department (“Régie”) and caretaker team
8. Appointments and resignations in local committees (addition to the agenda)
9. Staff matters (in camera):
 - a. Appointments to vacant posts:
 - i. Communal employee group A2 (Technical Service)
 - ii. Communal employee group B1 (Communal Revenue)
10. Decision on a proposal to acquire real estate (in camera)

Present:

Mayor Nicolas Pundel (CSV); First Alderman Betty Welter-Gaul (LSAP); Second Alderman Jean Claude Roob (LSAP).

Councillors: Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng); Martine Dieschburg-Nickels (DP); Victoria El Khoury (LSAP); Marc Fischer (DP); Laurent Glesener (DP); François Gleis (CSV); Léandre Kandel (DP); Paul Klensch (LSAP), Claire Remmy (déi Gréng).

Excused: Jean-Marie Durrer (CSV).

Communal Secretary: Christian Muller

1 Discussion and vote on the 2021 rectified draft budget and the 2022 provisional draft budget

Following the presentation of the 2021 rectified budget and the 2022 provisional budget at the meeting of the Communal Council on 8 December, the members of the Council were now called upon to discuss them before the vote. Mayor Nicolas Pundel (CSV) informed the councillors that the budget had also been discussed in the Finance Committee and reminded them that the report had been sent to the councillors.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) opened the debate by thanking the people involved in the drafting of the budget. She believes that the 2022 budget contains a large number of positive points, which is also due to the work of her party, which has been present in the Communal Council for 29 years now. However, there are a number of aspects that reveal the political shortcomings of the majority. Her party is of the opinion that certain communal taxes should be adjusted more regularly. For example, she cites the tax for dogs and parking fees, which have not been adjusted since 2008. The wastewater management fee has not been adjusted since 2010. Although the polluter-pays principle was introduced into national legislation in 2012, it has still not been implemented in the Commune. In this context, many of the ideas and proposals of the déi Gréng party formulated in early 2021 have not been taken into account. Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) welcomes the fact that the College of Aldermen has finally announced the presentation of a new waste management regulation, which is scheduled for a vote today. She welcomes the fact that the polluter-pays principle will finally be introduced in the Commune.

Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) said that the budget's positive points included the stability of the Commune's income. She recalls that her party had criticised the high expenses for cultural events such as the "Stroossefestival" and the exhibition "100 Joer Lëtzebuerger Konscht" during the pandemic. In view of the great success of these events, however, her party changed its mind, as it turned out that such events are very important from a social point of view. The cultural expenditure in the 2022 budget is therefore to be welcomed. The same applies to the expenditure on sport, especially the new football pitch. However, the Councillor regrets that the "Stroosse wibbelt" project has been cancelled. Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) was also pleased that the Finance Committee had been able to make a satisfactory contribution to the new budget. She expressed the wish that this would be the case for all advisory committees in the future.

Councillor Claire Remmy (déi Gréng) welcomed the fact that the College of Aldermen had included a large number of environmentally oriented projects in the new budget. As examples, she mentioned the "tiny houses" project, the support of the "Klimateam" (Climate Team), the participation in the "Climate Pact" and the "Nature Pact", the connection to the

“vé’OH” system, the cycle lane in the Rue des Romains and the installation of photovoltaic panels. However, the Councillor believes that the Commune could still do better by improving its energy balance, reducing its carbon dioxide emissions, protecting its biodiversity or increasing soft mobility. She believes that environmental protection should never lead to budgetary restrictions and encourages the College of Aldermen to continue in this direction.

Claire Remmy (déi Gréng) also applauds the social policy of the Commune with an efficient social office, the creation of social housing and the support for projects such as “Abricoeur”, “streetwork” for young people, the participation in the Social Grocery or the increase in the cost-of-living allowance. The déi Gréng party would like to encourage the College of Aldermen to create more affordable housing in order to alleviate the housing crisis. The Commune’s initiatives for young people are also to be welcomed, such as the creation of a youth club, the creation of a “Youth Service” and the construction of a skateboard track. She believes that these projects will provide more young people with a space to meet and socialise outside school or online. The Councillor hopes that the Youth Committee will be able to play its role in the implementation of all these projects. Generally speaking, she is of the opinion that the advisory committees should be more involved in decision-making processes, in the interest of participatory democracy. She also advocates for an adjustment of the attendance fees for committee members. Councillor Claire Remmy (déi Gréng) concluded by assuring that her party would support the College of Aldermen in its plans and announced that her party would approve the budget.

Mayor Nicolas Pundel (CSV) promises that the adjustment of the aforementioned taxes will be undertaken as soon as possible. With regard to “Stroosse wibbelt”, he explained that the project had not yet been shelved and that it could be taken up again in another form. He confirmed that the collaboration with the Finance Committee had been excellent in drawing up the budget. He also emphasised that the College of Aldermen intends to focus on ecological projects and that it takes the challenges of climate change very seriously. The adjustment of the attendance fees was not a problem, as he also felt that the work of the committees should be better valued.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) began by thanking all those involved in the preparation of the budget. She believes that the presentation of the budget gives the opposition the opportunity to take stock and present its own ideas on the political priorities of the College of Aldermen. She regrets that neither the opposition nor the Finance Committee had been directly involved in the drafting of the budget and that their role is usually limited to commenting on decisions already taken. She underlined that the Council of

Europe wants to promote the concept of “open government”, which places great emphasis on citizen participation and transparency. This principle is already applied by some communes in Luxembourg, in Europe and even in countries such as Ukraine. Unfortunately, the College of Aldermen struggles to apply such principles by not granting any real right of scrutiny to citizens in such decisions. In this context, she mentioned the recent resignation of two members of the advisory committees, who were frustrated at not having had any real influence on the decision-making process.

Martine Dieschburg-Nickels (DP) believes that the Commune will face major challenges in the coming years. The health crisis persists, but there are also real challenges in terms of democratic governance and citizens’ participation. The current crisis has also led to a societal crisis and a decline in confidence in political institutions. Because of this, local political bodies are called upon to be more transparent in their decisions. It is important that citizens should feel that their interests are taken seriously. Effective and rapid communication plays an important role in this context. In this context, the Councillor believes that the Council meetings should be video streamed in future. In view of the linguistic composition of the Commune, it would also be important to provide related information in different languages, including at least French.

For Martine Dieschburg-Nickels (DP), social policy also plays a key role. The Commune has a responsibility to look after the welfare of the most vulnerable in society, such as the socially disadvantaged, young people or the elderly. The 2022 budget does indeed contain positive elements in this respect. The DP takes this responsibility very seriously and therefore systematically asks questions about the decisions of the College of Aldermen. It is always the responsibility of the Communal Council to watch over the spending of its public money. The DP believes that the College of Aldermen must also be able to admit and communicate its mistakes and shortcomings, and thus demonstrate political dignity.

In terms of environmental policy, her party deplores the lack of a strong political commitment on the part of the College of Aldermen, as is the case with its social policy. The Commune merely follows the broad lines of government policy and is slow to implement long-standing concepts such as the polluter-pays principle. In view of the urgency of the climate crisis, her party would like to see a more consistent commitment and a more innovative approach on the part of the College of Aldermen. She is of the opinion that the Commune could initiate innovative and specific projects without waiting for the Government’s initiative. For example, she proposes the creation of a photovoltaic park on the landfill site for inert waste “An den Dielen”, which, in her view, is well suited to this.

Martine Dieschburg-Nickels (DP) also proposed a substantial extension of the Commune's network of cycle paths with the possibility of a bridge for cyclists and pedestrians at the level of the Route d'Arlon. Such a project could fulfil the vision of a "green lung" for the village centre, which had already been proposed in the past. Raising awareness about ecological issues in schools is also crucial in this context. The Council of Europe's Current Affairs Committee is planning to publish a handbook for schoolchildren in the near future to promote good ecological practice. She believes that the Commune should be involved in this initiative.

The high volume of road traffic and its many consequent problems is also a major issue in the Commune. She called on the College of Aldermen not to give in, but instead to persist in its demands on the State, and to insist that measures against noise and traffic problems be implemented as soon as possible. She cited the United Nations Human Rights Council, which recently stressed that a safe, clean, healthy and sustainably managed environment is a fundamental human right and that the protection of this right is part of good governance. She stressed the importance of this claim, considering that according to the World Health Organisation, 24% of annual deaths worldwide are due to pollution and environmental problems.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) believes that the 2022 budget contains many positive points. However, the DP has doubts about some of the measures proposed and planned expenditure. In conclusion, she announced that for all these reasons, her party could not approve the budget in its entirety, but that it would lend its support to the measures and projects it considers to be well-founded.

Councillor Laurent Glesener (DP) fully agreed with Martine Dieschburg-Nickels (DP). He also agreed with Councillor Maryse Bestgen-Martin's (déi Gréng) observations on the subject of communal taxes. He recalled that the DP had been discussing this problem for years now and believed that a solution should be found by involving both the Finance Committee and the other advisory committees. He also believes that the Large-scale Projects Committee is a valuable instrument that should be used more. He also emphasised that his party is always prepared to support the actions of the College of Aldermen as long as it is convinced of their relevance, and that the principles of participatory democracy are respected.

Laurent Glesener (DP) also believes that good governance is essential to face the many challenges of today. In this context, administrative transparency, control and monitoring of projects, as well as the respect for the right to information of elected representatives and citizens are of paramount importance. The Councillor is saddened by the fact that some of the objectives of the budget are not achievable in the short term. He welcomed the fact that

the Commune had finally launched the electronic information panels project, which had been a long-standing demand of his party. It is regrettable that the response of the College of Aldermen to such demands is often slow. As an example, he mentions the redevelopment of the road access to the sports complex in Rue de Reckenthal, which has been delayed for a long time despite its urgency.

The abstention of the DP in the vote on participation in the “Nature Pact” was motivated by the conviction that it is better for the Commune to commit its own resources in this context instead of only responding to a state initiative. He believes that the Commune can create its own environmental department and that it can directly involve the Climate Team and the citizens in order to carry out targeted actions adapted to local problems. A coherent strategy to achieve carbon neutrality is still lacking. Councillor Laurent Glesener (DP) believes that the Commune should commit part of its reserves to its own ecological projects instead of having to pay negative interest. He notes that most of the projects planned within the framework of the Nature and Climate Pacts will take time to be accomplished. He believes that the Commune should act alone in the meantime.

The overall budget looks balanced, but it should be noted that the Commune’s low debt level also means that many large-scale projects are delayed. He also believes that the “Stroossen 2030” project still lacks a coherent urban planning concept and that this runs the risk of delaying the redevelopment of the village centre. In conclusion, he proposed that the members of the Communal Council be better informed within the framework of large-scale project committees, in order to streamline their work.

Councillor Léandre Kandel (DP) announced that he intended to focus his intervention on concrete points in the budget. He believes that the Commune should no longer spend 50,000 EUR a year on the public “Hotcity” Wi-Fi network: this offer has become largely redundant due to the development of high-performance communication networks such as 5G. He also believes that the Commune should consider rebuilding the scouts’ hut in a more suitable location instead of spending increasing amounts of money on renovations, whose utility is often uncertain. He also criticised the fact that 30,000 EUR were invested in the organisation of an old-fashioned fair (“kermesse”), which in the end was only attractive to very young children. He felt that a real fair, with attractions for all age groups, would be preferable. The Councillor is of the opinion that the participation in the “Naturgas Kielen” power plant should also be questioned and an alternative sought, as it is feared that this power plant will cease its activities in the near future. He would also like to know whether the Commune will have to pay for the ski trips in Steinach again if the trip has to be cancelled due to the pandemic.

Mayor Nicolas Pundel (CSV) explains that the organisation of the ski trips shall continue for now, while waiting to see how the situation develops. As regards the “Hotcity” network, the Mayor explained that it was currently still in use, but that the Commune was ready to take a decision depending on future developments. Nicolas Pundel (CSV) agreed with the Councillor regarding the scouts’ hut, but explained that the recent work had been urgent. He thought that another location for the hut could be found in the medium term. Regarding the old-fashioned fair, he felt that this concept had been chosen because of the problems that hiring ordinary fairground workers had caused in the past. He confirmed that the “Naturgas Kielen” plant would indeed cease operations in the short term and explained that the Commune was considering a link-up with the “Minett Kompost”.

In terms of extraordinary expenditure, Councillor Léandre Kandel (DP) criticised the project to convert the Feltgen house into a youth club. He believes that the renovation costs are high and there is no real underlying concept. He believes that the construction of a new structure would make more sense and that such a project could offer space for other projects, such as a new pharmacy or a café. He also notes that there is still no concrete project for the “Täschel” plot and that the Commune should finally act to move things forward.

The Mayor defends the youth club project, but agrees with the Councillor on the need to redevelop the surroundings of the building. The delay in the development of the “Täschel” site is due to the problems at the Hein company, which was affected by the pandemic. The Commune has no means of exerting pressure on it, and it is necessary to see how the situation develops. Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) believes that most of the problems mentioned are also due to a lack of long-term planning.

Councillor Léandre Kandel (DP) would like to know where the “tiny houses” project will be carried out. The Mayor explained that, initially, the project would be implemented on a vacant plot of land at “Pescher”. Another possibility would be to place the “tiny houses” on unbuilt private plots on a temporary rental basis. He pointed out that such structures can easily be moved, which makes things more flexible.

Léandre Kandel (DP) also criticised the planned expenditure of 700,000 EUR on new public toilets. In his view, this expenditure is exorbitant. The Mayor explained that such structures are necessary in the vicinity of sports facilities such as beach volleyball or the multi-sports ground. The relatively high cost is acceptable because these fairly sophisticated toilets fulfil the needs of the Commune. The same model of toilets is currently used by the City of

Luxembourg. Councillor Léandre Kandel (DP) also criticised the high cost of the school garden. The Mayor explained that this cost included the development of the entire site in accordance with an educational concept, which justified the price.

Léandre Kandel (DP) ended his speech by mentioning a number of positive points in the budget. He welcomed the new CIPA (Integrated Centre for the Elderly) project, the installation of photovoltaic panels and the purchase of electric vehicles. He was also pleased to see that the Commune was investing in real estate, which was sensible in view of the negative interest on the financial reserves. He also proposed the establishment of a new café as a meeting point, as well as the creation of a coworking space to support young entrepreneurs.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) agrees with these suggestions and believes that such projects are a good use of the land that is currently unoccupied. She also asked for details about the skateboard track, as the budget is quite high. The Mayor explained that the track would be built in concrete, which explains the price. The Councillor also asked when the subsidies for the karate hall and the renovation of the sports hall would be paid to the Commune. The mayor explained that it would be necessary to wait until the accounts were drawn up for both projects. The Councillor believes that the Commune could have issued intermediate invoices and been reimbursed in stages.

At the request of Councillor Laurent Glesener (DP), the Mayor confirmed that the skateboard track would be built near the beach volleyball court. Laurent Glesener (DP) also remarked that the expenses for the compliance of the communal buildings seem quite high, with 600,000 EUR in the 2022 budget. He would like to know when the upgrading will be completed. The members of the College of Aldermen explained that compliance is almost never completed, as regulations are constantly changing, and isolated and unforeseeable problems always arise.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) notes that the budget includes expenditure on the development of a soft mobility concept and a mobility concept. She would like to know the status of these projects. The Mayor explained that the Climate Team had already identified the points to be improved on the Commune's cycle network. There has also been contact with the "Klimabündnis" (Climate Alliance), which would be interested in working with the communes to develop a safe school path concept. However, it remains to be seen to what extent these plans will materialise.

Councillor Victoria El Khoury (LSAP) welcomes the fact that the Commune's investment in cultural and social activities has remained high despite the pandemic. The very positive feedback from events such as the "Stroossefestival" has shown their importance, especially after a difficult period of lockdowns and social distancing. She welcomes the fact that the Commune intends to continue in this direction in 2022, with a decent budget of 820,800 EUR for cultural events and public festivals. She also applauded the excellent results achieved in the field of integration and social life. Victoria El Khoury (LSAP) mentioned that after a quick and efficient implementation, the success of the social network "Hoplr" has far exceeded expectations. The use of a neighbourhood mediation service and the Commune's support for the "PINSS" project (i.e. the Social Inclusion Project for Strassen) were also exemplary in her view. Victoria El Khoury (LSAP) also welcomed the project to create a solidarity house, which will act as a living space where people will learn to work again while making social connections. She specified that this so-called "third place" would promote both integration and cohabitation. Moreover, Councillor Victoria El Khoury (LSAP) recalled that the issue of third places was the main topic of the 7th edition of the GRESIL (Group for Exchange and Support in the field of Local Integration) which took place on 17 November 2021. The Councillor also welcomes the adoption by the College of Aldermen of her proposal to set up a public writing service, which is necessary in a multicultural commune like Strassen.

Under the "Inclusion and social protection" heading, Victoria El Khoury (LSAP) welcomed the allocation of a substantial budget of 200,000 EUR to improve the functioning of the CIGL (Local Initiative and Management Centre), 50,000 EUR for the implementation of a communal disability plan and a communal senior citizens' plan, and 100,000 EUR for the construction project of a new CIPA (Integrated Centre for the Elderly). The Councillor believes that the 500,000 EUR planned for the implementation of the "tiny houses" project is also justifiable, because it is an ecological concept and is ideal for the demographic growth of Strassen. Victoria El Khoury (LSAP) also welcomed the intention of the College of Aldermen to introduce a new waste tax regulation respecting the polluter-pays principle. She was also grateful to the College of Aldermen for having facilitated the work of the Climate Team in carrying out projects such as the "Repair café" and the garage sale. She said that the Climate Team, of which she is a member, is also planning upcycling workshops for 2022.

Councillor Victoria El Khoury (LSAP) invites the College of Aldermen to review the planned expenditure for the installation of new public toilets. Although the need for such infrastructure is indisputable, she believes that the proposed budget of 700,000 EUR is exorbitant. She is confident that a more reasonable alternative can be found. Victoria El Khoury (LSAP) said that the 2022 budget shows the willingness of the College of Aldermen to follow the Government's recommendations by maintaining investments at a relatively high

level. This is reflected, among other things, in the acquisition of built and unbuilt land in the commune, as well as in considerable investments in sports facilities. In conclusion, Victoria El Khoury (LSAP) thanked all those involved in the preparation of the 2022 budget, which she considered satisfactory.

The Mayor believes that the Commune has indeed achieved a great deal in the field of integration. This is partly thanks to the excellent work of all those involved in these projects. He also points out that the success of many projects, such as the CFL Flex system or the “Hoplr” network, is partly due to the fact that the Commune has consistently strengthened communication with the citizens. The same applies to the public writer project, neighbourhood mediation and the “Super senior” project. All this illustrates the importance of good communication, which has often been lacking in the past. He also underlined the value of the Social Office in communicating with a section of the population that is difficult to reach. Nicolas Pundel (CSV) also conceded that expenditure on cultural matters was certainly high, but he felt that the impact and quality of the events justified it to a large extent. He admitted that the cost of public toilets might seem high but felt that such facilities were difficult to manage. It was therefore unwise to make savings, as the equipment would have to be replaced after a short time. Nicolas Pundel (CSV) also pointed out that the Climate Team is doing an excellent job, enabling the Commune to carry out a multitude of innovative projects at national level.

Councillor Paul Klensch (LSAP) believes that the Commune of Strassen is indeed a very cosmopolitan commune that is in a phase of strong development, in particular thanks to ambitious policies. This forces it to adapt constantly, especially because of the population growth. One example of this is the new waste tax regulation, which enables the Commune to reduce its waste volume thanks to the introduction of sustainable management concepts. Another area affected by growth is the supply of drinking water and the treatment of waste water. In this area too, the Commune is committing significant resources to meet the challenges ahead. The Councillor is also of the opinion that the Commune is pursuing a social budgetary policy by trying to maintain the quality of life of its inhabitants and by creating schools, affordable housing and sports and leisure facilities. Considering that the population of Strassen has grown from 7,000 to over 10,000 in a decade, all these measures are urgent. This significant growth demonstrates that the Commune is very popular as a place to live, but also that the inhabitants are happy to live in a commune where the quality of life is high. However, there are also negative effects, such as rising property prices, traffic problems, pollution and noise pollution.

Paul Klensch (LSAP) believes that the 2022 budget will help protect and also improve the quality of life of the inhabitants and meet future challenges in areas such as housing, mobility, education, support for young people and children, climate protection as well as sustainable and social development. The Commune is currently in a balanced financial situation, which allows for investments in new projects for the future.

Councillor Paul Klensch (LSAP) believes that the Commune should also play an exemplary role in the fields of ecology and sustainability. The LSAP/CSV majority in the Council is committed to an environmental policy for the benefit of future generations, for example by introducing schoolchildren to nature and making them aware of ecological challenges, or by implementing energy and mobility policies based on sustainability. This can be seen, for example, in the creation of cycle paths, the development of soft mobility, the adoption of electric vehicles or the promotion of public transport. The majority also supports the development of participatory democracy by offering citizens new communication and participation tools. The Commune also provides substantial support for sport by developing sports infrastructures and by offering a multitude of courses and supporting sports associations. In this context, he believes that sport is not only a means to improve health, but also fulfils important social and integration functions.

Paul Klensch (LSAP) notes that the debt per capita has continued to fall. It fell from 1,000 EUR per capita in 2019 to less than 600 EUR in 2021. This means that the Commune is able to invest its reserves in the creation of new infrastructures. Due to population growth, the estimated investment volume of 120 million EUR by 2030 is considerable. The “Stroossen 2030” project is the centrepiece of these investments, with the creation of a new village centre, the construction of a new CIPA (Integrated Centre for the Elderly), the extension of the school infrastructure, the creation of a solidarity house, the construction of a skateboard park, the creation of a forest cemetery, the construction of a new morgue and the installation of new public toilets. The Commune also plays a pioneering role in the creation of housing. The acquisition of additional land is helping to combat the housing crisis by making it possible to create social and low-cost housing, tiny houses and shared flats.

Cultural expenditure is also high. Paul Klensch (LSAP) believes that culture can play a key role in maintaining social cohesion in the Commune. The contemporary art biennial, the “Stroossefestival” and the music festival play an important role in this context. The cultural offer of the Paul Barblé cultural centre and the “A Spiren” gallery have also grown consistently. The Councillor concludes by emphasising that the budgetary policy of the Commune must always be carried out in the spirit of strengthening social cohesion.

Mayor Nicolas Pundel (CSV) is also of the opinion that Strassen is very attractive. The Commune has always tried to adapt its infrastructure to its growth in order to maintain its appeal.

Councillor François Gleis (CSV) began by thanking those involved in drafting the budget. He believes that the financial situation of the Commune is indeed good, with a high level of revenue and sufficient reserves, thus allowing a policy to be pursued in the interest of the citizens. Despite the pandemic, the Commune has managed to maintain an attractive cultural offer over the past two years, with high-level events such as the “100 Joer Lëtzebuenger Konscht” exhibition, thus enabling the inhabitants to maintain an active and varied social life. The Councillor is also pleased with the large number of activities for the elderly that have taken place during this period.

Contrary to the opposition, François Gleis (CSV) is of the opinion that the conversion of the “Feltgen” house into a youth club is urgently needed, as the current one is no longer suitable. He also welcomes the fact that the Social Office of the Commune can provide valuable help to the inhabitants, which does not only consist of financial aid, but also of a multitude of other services. He believes that the future solidarity house in the “Kohnen” house will further improve this situation. He also welcomed the fact that the Commune had substantially increased its cost-of-living allowances in times of crisis. In terms of social policy, the strengthening of the CIGL (Local Initiative and Management Centre), the contributions to the employment fund and the creation of shared accommodation are also to be welcomed. François Gleis (CSV) also believes that the future forest cemetery and the new mortuary are important because they take into account the increasing number of civil burials.

The Councillor also believes that the high expenditure on new public toilets is justified as experience has shown that poorly designed toilets can cause significant problems. He particularly welcomes the plan to build a new CIPA (Integrated Centre for the Elderly), as this meets a growing demand that is currently not met by the existing structures. He also believes that this project should be carried out as quickly as possible. François Gleis (CSV) also welcomes the construction of a new sports complex with a football pitch. This is important because of the strong population growth and the high level of the local team.

The acquisition of land for housing is also to be welcomed. High property prices make it necessary to develop concepts such as long leases, as it is becoming increasingly difficult even for households with a normal income to acquire housing. François Gleis (CSV) shares

the opinion of Councillor Léandre Kandel (DP) regarding the scouts' hut. He believes that the construction of a new one would be much better than renovating the existing hut.

The Councillor also believes that mobility is one of the most problematic areas in the Commune. He recalls that over 1,500 inhabitants from the Commune have signed the petition demanding concrete measures against the problems of excessive traffic in the Commune. The Route d'Arlon has been a problem for a long time, but solutions are still lacking. The multi-modal hub project near the "Bâtiself" proposed by the State does not offer a solution to these problems. On the contrary, it risks creating new ones. He appealed to the members of the Communal Council to engage with their political parties to put pressure on the Government on this issue, bearing in mind that the parliamentary elections of 2023 are approaching.

In conclusion, François Gleis (CSV) announced that he had no problem approving the 2022 budget, considering the good financial situation of the Commune. He believes that it is a balanced budget based on a long-term vision.

Mayor Nicolas Pundel (CSV) thanked all the councillors for their respective interventions. He noted that there was a broad consensus in the Communal Council on cultural and social policy. He also believes that the members of the Communal Council are concerned about the effects of growth, while stressing that this is an area where it is very difficult to make precise predictions. He fully shares the frustrations of the councillors regarding mobility problems, and states that the College of Aldermen will continue to resolutely seek solutions in this area. At the request of Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP), the Mayor said that the next financial multi-annual plan would be presented in February.

The 2021 rectified budget was approved by a majority of 9 votes to 4.

The 2022 provisional budget was approved by a majority of 9 votes to 4.

2 Adoption of the Regulation and the Regulation Tax for Waste Management

The Communal Council is asked to approve a new Waste Management Regulation and the corresponding Tax Regulation. Mayor Nicolas Pundel (CSV) recalls that the new regulation was discussed at length in various committees before being approved by the Ministry. He explained that the regulation would in principle be in force from January 2022, but that it

would be necessary to wait for the acquisition of new equipment, including trucks. As the billing will be semi-annual, the actual implementation is planned for 1 July 2022.

Nicolas Pundel (CSV) explained that the tax consists of a fixed part of 100 EUR per year, calculated per household or per entity (company) and not per building. This share is used to finance the general operations of the communal hygiene services. There is also a basic tax depending on the volume of the waste bin. This fee covers the standard number of 26 household waste collections per year. It is possible to put the waste collections on hold in case of holidays in order to preserve the quota of the collections. An additional variable charge is levied for additional waste collections beyond the standard quota of 26. The variable charge also depends on the weight of the waste, according to the polluter-pays principle. This amounts to 0.45 EUR per kilogram of waste. For each billing address, only one bin can be charged the basic fee for 26 collections per year. Additional waste collections will be charged at the variable rate.

For quantities occasionally exceeding the volume of the chosen bin, 100 litre refuse bags will be available on payment of a fee of 5 EUR. The removal of bulky waste will be charged at a rate of 20 EUR per 50 kilograms or part thereof. There is also a fee for the collection of electrical appliances, at the rate of 25 EUR per appliance. The one-off acquisition fee for grey (household waste), green (organic waste), blue (paper and cardboard) and yellow (glass) bins varies between 35 EUR and 800 EUR depending on the volume.

In the event of moving house, the fees will be charged in proportion to the time of residence in the Commune. Households, but also companies, associations and other institutions that produce waste as a result of their activities, are obliged to adhere to the waste collection system.

The Mayor noted that the text presented still contained a few small material errors which would be corrected. He also proposed that an additional regulation be passed for households with small children, who produce an inordinate amount of waste due to baby nappies. The idea is to offer these households two free rolls of bin liners for the first two years.

Councillor Victoria El Khoury (LSAP) wanted to know how condominiums would be informed of the changes to the electronic chip bins. The Mayor explained that this would be done by the Commune.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) wanted to know whether a simulation had been made to see how the new regulations would affect the Commune's expenditure and income and the prices for users. The Mayor confirmed that the tariffs had indeed been established on the basis of such a calculation. The Councillor notes that, based on the expenditure in the budget, there are currently 2,492 primary grey bins and 375 additional bins. Considering this number of bins with an average of 20 kilograms of waste per 80-litre bin and with 26 collections, she calculated that the annual income of the Commune would amount to almost 1,005,000 EUR. In her opinion, this is very high in relation to the Commune's expenditure on disposal, considering furthermore that this calculation is based on half of the 40 kilos provided and excludes the containers. The Mayor explained that the calculation was based on the actual volume of waste generated at the moment, and not on a theoretical volume based on the number and size of bins. He also noted that this method of calculation was explained during the presentation to the Large-scale Projects Committee. Martine Dieschburg-Nickels (DP) feared that this new calculation method would lead to a considerable increase in costs for households. The Mayor believes that the aim of the new regulation is to encourage people to sort their waste better. Sorting is still free of charge. He believes that the costs incurred by households will remain low if good sorting practices are followed. Martine Dieschburg-Nickels (DP) would like to know the figures on which these calculations are based. The Mayor promised to make these statistics available to the Council.

Councillor Léandre Kandel (DP) fears that the new calculation method will lead to a doubling of costs for some households. He also believes that this is problematic for businesses. Based on his own company's costs, he calculated that these would rise from 192 to 580 EUR. The Mayor confirmed that the costs could increase in some cases, but pointed out that the tax regulation had not been adjusted for a long time. He also pointed out that it was obvious that the introduction of the polluter-pays principle would lead to an increase in charges if the behaviour of households and businesses remained unchanged. This is precisely the idea behind the principle. Nicolas Pundel (CSV) said that an assessment would be made at the end of the year to see how the behaviour of users had changed. He also emphasised that the Commune does not make any profit on waste management.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) suggested organising an information meeting to explain the concept and prepare users for the new arrangements. The Mayor explained that, in any case, the quota of 26 passages is valid for the half year from 1 July 2022. Users will therefore have plenty of time to adjust their habits.

Councillor Marc Fischer (DP) believes that waste reduction and prevention is a key concept in the new regulation. He believes that a good information campaign on how to prevent

waste is therefore crucial. He believes that the Commune could also introduce a system to encourage a gradual reduction in the volume of waste. In this context, he regrets that the regulation had not been adjusted since 2014, as the polluter-pays principle was already discussed at that time. He believes that if the reform had been undertaken earlier, there would have been an opportunity to better educate users on how to prevent waste, while gradually introducing the new calculation method. This would have avoided a sudden increase in fees all at once.

Councillor Laurent Glesener (DP) proposes to raise awareness among users during the first half of the year by providing them with a simulation of future costs with their current bill. He also felt that a campaign should be run on the possibilities offered by the “Valorlux” system. At the Councillor’s request, the Mayor confirmed that the fixed fee of 100 EUR is payable per household or company, regardless of the number of people. He also confirmed that this sum is calculated on the basis of the overall costs of the hygiene service. Nicolas Pundel (CSV) also indicated that an information campaign was planned, with leaflets explaining exactly how to sort and avoid waste. He believes that the increase in fees will remain tolerable for users who respect these good practices.

At the request of Councillor Léandre Kandel (DP), the Mayor confirmed that every household is liable for the fixed tax of 100 EUR, even if it does not have its own bin. This is obvious in the case of residences that use a condominium container.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) was of the opinion that Laurent Glesener’s (DP) proposal about the simulation attached to the bill should be implemented. She also felt that users should be reminded of the way in which the various bins can be used, as there is always confusion about this. The Mayor saw no obstacle to this. He also explained that a working group of the Climate Team would follow the evolution of waste volumes and the impact of the new tax regulation.

Councillor Claire Remmy (déi Gréng) explained that there are companies abroad that offer a cleaning service for reusable nappies. She thought that the Commune should also inform users about this possibility, if it exists in Luxembourg. The Mayor explained that such a service was indeed existent in Luxembourg. He agreed to inform users about this.

Councillor François Gleis (CSV) also believes that awareness-raising and information to users is crucial. Furthermore, he believes that the multitude of upcoming changes in various taxes

will be a burden for many households. The Mayor believes that this is true, particularly with regard to energy costs. He explained that the State will soon be increasing support for low-income households for this reason.

Councillor Marc Fischer (DP) once again recalls that the fact that the taxes have not been adjusted for a long time is a real problem, as the adjustment now leads to a sharp increase. He appealed to the College of Aldermen to regularly review the taxes in order to avoid such problems in the future.

Councillor Paul Klensch (LSAP) notes that in condominiums, the number of removals depends on the management of the containers. He would like to know how this will be regulated. The Mayor explained that it was up to the condominiums to decide this and that the Commune would not get involved in the internal management of the condominiums. Paul Klensch (LSAP) believes that the residents of the condominiums should therefore be informed in detail about the new method of taxation, so that they can understand how these costs are reflected in their costs.

At the request of Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP), the Mayor confirmed that the conditions applicable are exactly the same for condominiums as for other households, including the possibility of having special bins for waste other than household waste.

In conclusion, Councillor Paul Klensch (LSAP) welcomes the fact that the Commune is finally introducing the principle of taxation by weight and not by volume, since this is the fairest method.

The new Waste Management Regulation was unanimously approved.

The new Waste Management Tax Regulation was unanimously approved.

3 Amendment of the Communal Regulation of 05.10.2016 setting the criteria for the allocation of the cost-of-living allowance

Alderman Betty Welter-Gaul (LSAP) explained that the State doubled its cost-of-living allowance in 2020. A single person with a maximum income of 2,329 EUR was entitled to 2,640 EUR from the State and 600 EUR from the Commune. In 2021, the State increased its

support by a further 10% compared to the 2019 amount. A single person with a maximum income of 2,329 EUR was entitled to 1,452 EUR instead of 1,320 EUR.

On the proposal of the Chair of the Social and Senior Citizens Committee Josée Majerus, the College of Aldermen decided to increase the Commune's share from 25% to 30% of the amount of state aid. Betty Welter-Gaul (LSAP) believes that this decision was necessary in view of the increase in the price of energy and drinking water. By way of comparison, she said that the communal share was 30% in Bertrange and 35% in Steinfort. The corresponding budget article was increased to 100,000 EUR. In 2018, the Commune received 81 applications for this aid, of which 80 were granted. In 2019, there were 83 applications, of which 80 were eligible. In 2020, 104 applications out of 106 were granted.

The Mayor adds that the comparison between communes is difficult in this matter because communal aid differs a lot. The overall level of aid in Strassen is relatively high. Betty Welter-Gaul (LSAP) adds in this context that Strassen also grants a rent subsidy which does not exist in all communes.

Councillor Maryse Bestgen-Martin (déi Gréng) welcomes the increase in aid, considering the general rise in prices. It is particularly important to support single people.

Councillor François Gleis (CSV) also welcomes the increase. He believes that the Commune should inform residents who do not use the Social Office about the possibility of obtaining such aid. The Mayor believes that this could be communicated in the local newspaper.

The amendment to the Communal Regulation setting the criteria for the allocation of the cost-of-living allowance was unanimously approved.

4 Approval of a notarial deed

A gratuitous transfer with the company Stugalux was approved.

5 Confirmation of temporary traffic regulations

The Council has been requested to approve several temporary traffic regulations concerning construction sites in the Cité Pescher, Rue des Romains and Rue du Bois.

The temporary traffic regulations were unanimously approved.

6 Any other business

Alderman Betty Welter-Gaul (LSAP) provided some information on the use of the Social Grocery following the request of Councillor Marc Fischer (DP) at the Communal Council meeting of 8 December 2021. During the last 11 months, 61 households from Strassen have visited the Social Grocery in Steinfort. This corresponds to 105 adults and 40 minors. Of these clients, nine households did not use the offer on a regular basis or stopped using it entirely at some point. This was partly due to people moving house, but also to an improvement in their financial situation. None of the beneficiaries complained about having to travel to Steinfort.

Betty Welter-Gaul (LSAP) pointed out that the advantage of the current concept is that the structure is managed by three social offices and the fixed costs are shared between them. She believes that these costs would be much higher if Strassen decided to set up its own structure. The Alderman also explained that the management of the store by the Red Cross and Caritas is excellent, and that the structure has even received international recognition. She explains that the structure also participates in a project of the Fund for European Aid to the Most Deprived (FEAD), which consists of providing clients with a number of basic products free of charge. Every month, a single-parent family with two children is entitled to 12 litres of milk, 1.5 kilos of pasta, 1 kilo of rice, 1 kilo of sunflower oil, 1 kilo of sugar, three times 120 grams of tuna, 1 litre of olive oil, two tubes of toothpaste, two bottles of shower gel, two bottles of shampoo, three packs of six rolls of toilet paper and a box of surgical masks. Betty Welter-Gaul (LSAP) believes that this is a significant amount of free food that is more than enough in most cases.

The Alderman recalls that the decision to participate in this structure was initially due to the fact that the Commune of Steinfort had an appropriate facility at that time. However, it is true that it is currently in a bad state. For this reason, the College of Aldermen decided to start discussions with the social offices and the communes involved in order to see if the Social Grocery could possibly move to the new premises of the Commune, located at no. 38, Route d'Arlon. However, these talks are at an early stage and the outcome is yet unknown.

Councillor Marc Fischer (DP) thanks the College of Aldermen for this information. However, he is still of the opinion that it is not ideal to have such a structure in a neighbouring commune. Betty Welter-Gaul (LSAP) considers that access from Strassen is relatively easy compared to other communes. She underlines once again that no customer has complained

of having to travel. Mayor Nicolas Pundel (CSV) believes that Strassen will look for an alternative solution as soon as the current management is no longer satisfactory. He underlines that it will be necessary in any case to look for collaboration with other communes, since Strassen alone does not have a critical mass of customers justifying such a structure.

At the request of Councillor Marc Fischer (DP), Betty Welter-Gaul (LSAP) reported that, on average, clients visit the Social Grocery between four and five times a month.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) recalls that when the project was presented, it was said that customers would receive offers such as cooking courses. She would like to know whether these proposals have come to fruition. Betty Welter-Gaul (LSAP) explained that the Social Grocery does indeed have a professional kitchen for this purpose, but that the courses were never as successful as expected.

Councillor Marc Fischer (DP) said that he had noticed that the lighting on the communal notice board ("Reider") was inadequate. The Mayor believes that an electronic notice board will soon replace the old one. Marc Fischer (DP) also remarked that the meetings of the Communal Council were hardly covered by the press anymore. The Mayor confirmed this, but felt that the Commune had no influence on the editorial decisions of the media. He also regretted that, in general, the press was less and less interested in local news.

Councillor Martine Dieschburg-Nickels (DP) recalls that at the last meeting of the Communal Council, the College of Aldermen had pleaded that the Council members should not use the "Hoplr" network as a political platform. However, she noted that several members of the Communal Council identify themselves on it with their name and political function. She also believes that such a platform always politicizes itself. She would like to know what approach the College of Aldermen would favour in this context. Mayor Nicolas Pundel (CSV) emphasised that he never answers questions about "Hoplr" in his role as the mayor. He is always of the opinion that the members of the Council must remain politically neutral on this network. If political questions are asked, the answer must be formulated in the name of the Commune. Martine Dieschburg-Nickels (DP) proposed that in this case, Council members should identify themselves only by name, leaving aside any political function. The College of Aldermen agreed with this proposal.

Councillor Claire Remmy (déi Gréng) also confirmed that she had been contacted as a councillor. Councillor Victoria El Khoury (LSAP) is of the opinion that members of the local Council can perfectly well identify themselves with their political function on “Hoplr”. This does not go against the rules of the platform. However, it is the promotion of political parties that is not tolerated on “Hoplr”. She is of the opinion that it is necessary to answer users’ questions and bring citizens closer to their administration. This is one of the objectives of the platform. The Mayor reiterates that, personally, he does not intend to communicate in his political role on the platform.

Councillor Paul Klensch (LSAP) notes that there is no problem if a member of the Communal Council adds a political function or mandate to his or her personal biography on the “Hoplr” network. He agrees with the decision of the College of Aldermen.

7 Staff matters:

a) Creation of a salaried position for the Solidarity Service

Mayor Nicolas Pundel (CSV) explains that the Commune intends to create a salaried position for solidarity projects, particularly in the context of the future solidarity house. This task cannot be carried out by the Social Office, as the tasks are completely different.

Councillor François Gleis (CSV) would like to know what profile is required for this position. The Mayor explained that the Commune had already identified a person with experience in solidarity projects, but not a social worker. Councillor Marc Fischer (DP) thought that it was preferable to accompany the creation of posts with a job description. He announced that for this reason he would abstain from voting in all cases. The Mayor took note of this remark.

The creation of the position was approved by a majority with one abstention.

Creation of a position for a communal civil servant for the Technical Service:

The Mayor explained that the Technical Service needed an employee to support the engineers. It turned out that a C1 communal employee, initially intended for this role, did not have the right profile. The Commune therefore proposes to create a post in career B1 to fulfil this mission.

The creation of a position was approved by a majority with one abstention.

- b) Creation of posts within the Public Services (“Régie”) and caretaker team

The Mayor explained that there were several people missing from the organisational chart of the Public Services Department (“Régie”) and Technical Service teams. The vacancies concern positions in the water service, gardening service, hygiene service, building service, a caretaker’s position and two positions in the cleaning service.

The creation of these posts was approved by a majority with one abstention.

8 Appointments and resignations in local committees (addition to the agenda).

In order to complete the local committees, the College of Aldermen proposes to the Communal Council to proceed with the following votes:

- Resignation of Liz Biever from the Equal Opportunities Committee,
- Resignation of Anna Daraio from her post as member of the Mobility Committee,
- Appointment of Anna Daraio to the post of member of the Sports and Local Associations Committee,
- Appointment of Myriam Wagner to the post of member of the Sports and Local Associations Committee,
- Resignation of Tun Gierenz from his post as Chair of the Youth Committee,
- Appointment of Claire Remmy to the post of Chair of the Youth Committee,
- Appointment of Victoria El Khoury to the post of member of the Social and Elderly Committee.

All the resignations and appointments the local committees were unanimously approved.

9 Staff matters (in camera):

- a) Appointments to vacant positions:
- Communal employee group A2 (Technical Service),
Communal employee group B1 (Communal Revenue).

10 Decision on a proposal to acquire real estate (in camera)